DEFENSE DE L'OCCIDENT

AP
20
032
.31

DIRECTEUR
Maurice BARDECHE

Dans ce numéro :

UNIVERSITY
OF MICHIGAN
AUG 31 1956
PERIODICAL
READING ROOM

Maurice BARDÈCHE
La vraie relance européenne

●

Jean PERRÉ
L'organisation militaire soviétique

●

Edward J. SOLICH
La Chine et son expansion

●

Dialogue avec les nationalistes arabes

No 31

Prix : 100 fr. **Mars 1956**

NOTRE HISTOIRE

BENOIST-MÉCHIN

Soixante jours qui ébranlèrent l'Occident

10 MAI - 10 JUILLET 1940

ÉDITIONS ALBIN MICHEL

COMMENT UN TEL DÉSASTRE A-T-IL ÉTÉ POSSIBLE ?
COMMENT TOUTES CES CHOSES ONT-ELLES
PU ARRIVER ?

AU SERVICE DE LA MODE
ET DU
BON GOUT FRANÇAIS

FERNAND SAUX

TAILLEUR & EX-COUPEUR
- DE GRANDE MAISON -
HOMMES & DAMES

Remise 10 % aux lecteurs de "Défense de l'Occident"

44, Avenue de la Bourdonnais - PARIS 7e

Téléphone : INV. 45 - 83

Métro : Ecole militaire

SOMMAIRE

LES IDEES ET LES FAITS.

— Maurice BARDECHE : La vraie relance européenne 3
— Pierre FONTAINE : L'Eurafrique 10
— Jean DORVEAUX : Les événements d'Alger 15
— André CORBIER : La France est-elle colonialiste ? 18

CHRONIQUE DU MOIS 21

ETUDES ET TRIBUNE LIBRE.

— Pierre NAVARRE : Les « Frères de la liberté » .. 24
— Georges OLLIVIER : Précisions nouvelles sur Yalta 31
— Jean PERRE : L'organisation militaire soviétique (III) 37
— Edward SOLICH : La Chine et son expansion .. 44
— Notre Tribune libre européenne 56

LES LIVRES DU MOIS.

— Les livres politiques, par G. O. 57
— Les romans et les essais par Bernard VORGE et Jacques Poillot 59

A TRAVERS LES REVUES 64

CORRESPONDANCE.

— Dialogue avec les Nationalistes Arabes 70

DEFENSE DE L'OCCIDENT, revue mensuelle politique et littéraire, 28, rue Serpente, Paris (6e). — Le numéro : 100 fr. - Belgique : 15 fr. b. Responsable à la propagande en France : Jean Lesieur, 1, rue Paul-Escudier, Paris (18e). Correspondant responsable en Belgique : Ossian Mathieu, 29, avenue de Woluwé, Bruxelles.

BUREAU D'ALGER : M. Dorveaux, chez M. Gilbert Munier, 3, rue de la Gaieté, Alger.

ORAN et Dépt d'Oran : M. François Le Gall, 3, rue Monseigneur-Cantel, Oran.

Abonnements : 1 an : 1.000 fr. ; 6 mois : 600 fr.
Etranger : 1 an : 1.300 fr. ; 6 mois : 700 fr.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Veuillez m'inscrire pour un abonnement de

à votre revue *DEFENSE DE L'OCCIDENT* à partir du n°

NOM .....

PRENOM .....

ADRESSE .....

.....

Signature

Conditions d'abonnement :

1 an : 1.000 fr. — 6 mois : 600 fr.

Etranger : 1 an : 1.300 fr. — 6 mois : 700 fr.

Abonnement de propagande : 1 an : 3.000 fr.

Abonnement de soutien : 1 an : 5.000 fr. et 10.000 fr.

Adresser tous paiements à : « Les Sept Couleurs », 35, rue Cortambert, Paris (16e). C.C.P. : 21.8219, Paris.

La vraie relance européenne

Les élections françaises auront été un lever de rideau pour toute l'Europe. Si l'on rapproche l'avènement du poujadisme d'événements récents et plus ou moins caractéristiques de la politique européenne, le succès des nationalistes allemands en Sarre, le déclin du chancelier Adenauer, l'alliance des monarchistes et du M. S. I. pour les élections administratives italiennes, l'accueil de curiosité et de sympathie que certains pays étrangers, en dépit de leur presse, ont manifesté à l'égard de Poujade, on s'aperçoit qu'en réalité ce sont là autant de signes que le décennat de 1945 a pris fin et qu'une période nouvelle commence, que de nouvelles influences se font place, en somme qu'une « donne » assez différente est en cours de distribution sur le tableau européen.

Ce nouveau décennat se caractérise par le recul des mythologies de la période dite de libération, par l'effacement ou la disparition des hommes qui ont joué un rôle dans la deuxième guerre mondiale, de Gaspéri, Churchill, Eisenhower, de Gaulle, Adenauer, par l'échec des formations de type centre catholique qui ont dominé la politique européenne depuis dix ans, par les revers de la politique européenne, par les progrès du neutralisme, enfin par l'ouverture d'un cycle de concurrence économique entre l'U. R. S. S. et les pays capitalistes dont le déroulement pourrait bien amener des figures de ballet assez imprévues.

Les leçons de la guerre, partiellement aperçues par les Etats-Unis, ont provoqué au cours des dix années précédentes un renversement de la politique américaine qui s'est donné pour but *d'endiguer* les progrès communistes qu'elle avait si follement favorisés pendant la guerre. Mais cette politique américaine a été à la fois chimérique et incomplète. En remplaçant une complaisance désordonnée par un plan d'encerclement rigoureux, les hommes d'Etat américains n'ont mesuré exactement ni l'étendue du champ d'intervention, ni la diversité des problèmes. Leur politique d'encerclement s'avère aujourd'hui une chimère coûteuse. C'est qu'ils n'ont pas vu la nature des choses. La

politique américaine du décennat d'après-guerre a été fondée sur la même erreur que leur conduite de la guerre, elle est le résultat d'une théologie. Les hommes d'État américains n'ont pas encore réussi à voir que leur front des démocraties est un pur verbiage et que leur prétention d'aligner des nations en vue d'un programme stratégique sur une idéologie commune n'est au fond qu'un souvenir de leur optique de guerre qui leur a coûté si cher. C'est une illusion que de prétendre réduire au même dénominateur idéologique du pays, de passé et de niveau de vie aussi différents que la France, l'Angleterre, l'Inde, l'Arabie séoudite et l' « Empire » d'Ethiopie. C'est une pure fantaisie que d'imaginer que des peuples aussi différents pourront avoir en commun une conception fondamentale de la vie, au nom de laquelle ils seront prêts à engager leur existence et à accepter de graves responsabilités qu'ils seront d'ailleurs très inégalement capables d'assumer. Aux historiens de l'avenir, s'il y en a, l'idée d'un bloc de pays *libres* constitué dans ces conditions apparaîtra comme une des fantaisies les plus bizarres de la fantasmagorie politique, à moins qu'elle ne leur apparaisse comme une des plus audacieuses mises en scène de l'hypocrisie impérialiste. Enfin, l'idée d'appuyer systématiquement et avec une remarquable obstination des formations politiques dont leur secrète tendresse pour le communisme fait autant d'alliés précaires et dont toutes leurs réactions sont imprégnées de cet esprit de complaisance à l'égard du communisme que le gouvernement américain proscrit chez lui, est encore un de ces contre-sens qui ne finiront pas d'étonner les commentateurs à venir. Les déboires des Etats-Unis sont inscrits d'avance dans cette façon cavalière de nier la réalité et la nature des choses, de se refuser par principe à toute conception réaliste et de remplacer par une Sainte-Alliance idéologique qui ne peut les mener qu'à un nouveau 1945 la constitution patiente et relativement accessible d'un cordon sanitaire établi partout, non sur la vocation « démocratique » des participants, mais sur leur volonté d'indépendance et de résistance à la poussée communiste.

Ces contre-sens de la politique américaine expliquent le profond recul de l'idée européenne dans l'opinion. Comme toutes ses autres créations, le gouvernement américain a voulu que son Europe fût « démocratique ». Laissons de côté la faute qui consistait à se priver ainsi de l'appui de beaucoup de gens qui, étant « Européens », n'en étaient pas moins assez sceptiques sur les mérites de la « démocratie ». Contentons-nous de constater que l'expression seule d'*Europe démocratique* contient une contradiction fondamentale qui la condamne à ne jamais exister que dans les déclarations des diplomates et les articles des journaux inspirés.

Une « démocratie » moderne, au sens où l'entend l'opinion américaine, est un Etat qui, par son mécanisme même, subit au maximum l'influence de l'argent et des grands syndicats d'intérêts privés. Un tel Etat ne peut jamais prendre notamment les mesures qui sont déclarées indésirables par les groupes financiers ou économiques puissants qui dirigent en réalité sa politique. De cela nous avons chaque jour des preuves si abondantes qu'il est inutile d'y insister. Or, ces intérêts économiques sont gênés par toute réalisation européenne pouvant avoir une incidence fâcheuse sur leurs bénéfices, leurs modes de concurrence, leurs méthodes de travail ou simplement leurs habitudes. A ce moment-là leur toute-puissante influence provoque une conjuration de palais qui renverse, comme on l'a fort bien vu à propos de la C. E. D., tout l'édifice échafaudé par les diplomates. Il devient clair alors que « l'Europe démocratique » recèle en elle-même cette contradiction qui l'empêche d'avancer. Tant qu'il n'est question que de déclarations, de bavardages et d'encouragements, tout le monde est pour l'Europe : dès qu'il est question, non pas même de sacrifices, mais simplement de discipline, d'invention et d'efforts, en un mot dès que les confortables habitudes de gain sont menacées, la caravane européenne s'enlise mystérieusement et chacun prend bien soin que l'esprit européen ne se traduise par rien de concret. Le résultat est l'immobilisme et la stérilité permanents de Strasbourg, l'échec de la fameuse « relance » européenne, en dépit des articles de complaisance, et finalement un scepticisme général qui incline au découragement et à l'abandon ceux qui voyaient en l'Europe une voie nécessaire et probablement le meilleur moyen de notre salut.

***

Il est trop clair, à la lumière de l'échec de Strasbourg, que la communauté européenne ne pourra être réalisée en fait que par des régimes assez forts pour imposer silence aux intérêts privés et leur imposer les évolutions et les conversions qui les sauveront malgré eux. Il est bien évident aussi que les problèmes techniques de la communauté européenne sont d'une solution assez délicate pour qu'on n'ait pas besoin de les compliquer d'une donnée supplémentaire en exigeant que le fonctionnement de la communauté européenne soit conforme au gabarit établi par une certaine idéologie et, à ce titre, favorise les uns et exclue les autres. Il est probable enfin qu'on rend la communauté européenne non seulement stérile, mais vraisemblablement inutile si l'on prétend la river à un autre continent qui est déjà à lui tout seul un ensemble politique et économique et qui ne peut offrir à l'Europe d'autre avenir que d'être la partenai-

re et le complément de sa politique et de son économie, et de partager avec lui ses bénéfices peut-être, mais à coup sûr les conséquences de ses erreurs et de ses difficultés.

La communauté européenne reste cependant pour nos pays le seul moyen sérieux de faire face aux problèmes graves qui vont se développer peu à peu pendant la deuxième décade de l'après-guerre : transformation des modes de production, renouvellement de l'outillage, modernisation de l'agriculture, maintien et recherche des débouchés, contrôle et exploitation de l'Afrique. A cause de la gravité et de l'urgence de ces tâches, la solution européenne est plus nécessaire que jamais, elle devient même dramatiquement nécessaire à notre existence. Jusqu'à présent, en effet, quand nous parlions de la nécessité de faire l'Europe, nous en parlions en prévision de l'avenir, en commençant nos phrases par : « Si nous voulons continuer à jouer un rôle, si nous voulons une indépendance véritable... ». Mais maintenant, très vite, nous allons découvrir l'urgente, l'implacable nécessité de parler de la solution européenne au présent, comme de la seule solution de nos difficultés présentes. Les transformations qu'exigent de nous le monde moderne et les progrès techniques sont autant de problèmes actuels et même urgents qui dépassent dès maintenant sur le plan technique les possibilités des nations moyennes et qui n'ont pas d'autres solutions pour nos pays qu'une solution collective. Nous avons vécu jusqu'ici dans l'euphorie de la convalescence et aussi dans l'ignorance des convalescents qui ne veulent pas qu'on les ennuie avec les tracas du dehors. Dans deux ou trois ans, le déferlement des marchandises russes sur les marchés que nous croyons inexpugnables, les contre-coups et l'âpreté de la riposte américaine ou anglaise, les changements de structure imposés de force à nos confortables chasses gardées, tous ces dramatiques changements de ce qu'on appelle pudiquement la « conjoncture » et qui n'est en réalité que l'écrasement des faibles sous les hautes pressions du reflux des concurrents mieux équipés, tomberont comme des avalanches sur nos têtes. La communauté européenne est la seule réponse que nous puissions faire aux questions graves que pose dès maintenant l'évolution technique du XXe siècle.

*
**

Mais les méthodes et surtout l'esprit de Strasbourg s'avèrent de plus en plus incapables de fournir des solutions. L'échec de la relance européenne, les hésitations et la pusillanimité du projet d'Euraton, enfin l'embarras devant les propositions de marché commun, ce sont trois preuves fournies par l'actualité.

Si la relance européenne n'intéresse personne, c'est parce que le programme de l'Europe démocratique ne parle pas à l'imagination et choque même l'instinct populaire. Strasbourg n'a su donner aucun contenu socialiste et aucun contenu politique à l'idée européenne. En la présentant comme un couronnement de l'idéal démocratique, les propagandistes de Strasbourg font peser sur l'Europe l'immobilisme, l'impuissance et l'hypocrisie des pseudo-démocraties actuelles : si c'est pour étendre à l'échelle européenne l'impuissance et la corruption de nos régimes nationaux, ce n'est pas la peine, comme dit la chanson, de changer de gouvernement. En présentant la communauté européenne comme un prolongement et un appendice de la communauté atlantique, les propagandistes de Strasbourg reportent sur l'Europe toutes les déceptions et toutes les méfiances qu'a fait naître et qu'entretient la conduite des affaires internationales : l'opinion en déduit à juste titre que la réalisation de l'Europe ne changera rien et n'apportera aucune solution. En insistant sur l'idée de supra-nationalité, les propagandistes de Strasbourg font une erreur psychologique dont ils ont fini un peu tard par s'aviser : le sentiment de la dignité et de l'indépendance nationales, le sentiment des responsabilités nationales sont demeurés un instinct populaire vivace qui répugne aux abdications et délégations de pouvoir à ses forces mal connues et incontrôlables. Enfin en mettant l'accent sur l'aspect économique de la communauté européenne, les propagandistes de Strasbourg négligent la puissance de l'idéalisme sur la mentalité populaire : une Europe d'hommes d'affaires dirigée par des hommes d'affaires ne parle pas à l'imagination, elle ne suggère pas ces idées de justice, de fraternité, de travail communautaire pour le bénéfice de tous, cette communauté de travail et de justice, cet élan populaire vers une Europe libre, propre et juste, forte et saine, qui seules apporteraient quelque chose de nouveau. Leur idée européenne est vieillotte et timide, à la fois inquiétante et étriquée, administrative et sans horizons. Ni la jeunesse, ni le peuple ne sont sensibles à ce langage de pisse-froid. Et l'Europe de Strasbourg ne peut pas en tenir compte parce qu'elle est prisonnière de sa vocation idéologique qui lui interdit toute audace, toute générosité et toute invention.

La campagne pour l'Euratom, malgré le soin avec lequel elle a été préparée, ne présente pas moins de lacunes et de faiblesses imputables à la même origine. L'idée de mettre en commun les moyens de recherche et les moyens de production de l'énergie atomique est une idée excellente, une réalisation positive sur le chemin de l'unité européenne et elle présente de plus, comme on l'a justement souligné, des facilités particulières d'exécution puisqu'elle intervient à un stade où elle ne heurte pas les fameux intérêts privés

à l'égard desquels Strasbourg se trouve si désarmé. Mais dans l'économie de ce projet tout à fait louable, on a oublié volontairement une notion fondamentale, à savoir que, dans le monde moderne, une industrie atomique qui s'interdit des fins militaires est aussi impensable et finalement aussi dangereuse qu'une industrie lourde qui s'interdirait de fabriquer des chars et des canons. Qu'on le regrette ou non, la bombe atomique est devenue l'arme moderne par excellence et les nations se divisent militairement et politiquement en deux classes, celles qui la possèdent et peuvent à ce titre continuer à jouer un rôle militaire et politique indépendant et celles qui ne la possèdent pas et qui, par là même, deviennent des nations de deuxième classe, dépendantes pour leur défense du concours que les autres veulent bien leur prêter. Ranger la communauté européenne dans cette deuxième catégorie est une lourde et capitale erreur qui montre à l'évidence de quel poids pèse sur nous la dépendance atlantique maintes fois soulignée ici. Refuser à l'Europe l'arme qui est le signe même de l'indépendance, c'est proclamer qu'elle dépend entièrement pour sa protection de la fidélité et des *possibilités* des Etats-Unis, c'est lui refuser l'existence militaire et politique tout aussi clairement que si on lui refusait une armée, c'est faire officiellement de l'Europe un Etat sous protectorat, qui ne sera libre ni de choisir son destin, ni même d'éviter les catastrophes.

Il y a en effet actuellement une hypothèse que nous ne pouvons pas ne pas faire. Si les premières heures d'une guerre comportent l'emploi de bombes à grande puissance destructive, si l'effet de ces bombes crée aux Etats-Unis une atmosphère de panique ou d'affolement, qu'est-ce qui nous assure que la totalité des moyens de défense ne sera pas mobilisée, contrairement aux plans prévus et aux engagements pris, pour la seule défense du continent américain, comme l'aviation britannique a été réservée en 1940 à la seule protection des Iles Britanniques ? Que deviendra alors l'Europe lancée dans une guerre par l'automatisme de ses alliances, si un coup de téléphone peut lui enlever l'arme essentielle de sa défense, si elle n'a pas la *propriété* de toutes les armes nécessaires à sa protection ? Quel rôle peut-elle jouer dans la politique mondiale, si elle sait qu'elle est ainsi vulnérable, si toute tentation d'acquérir son indépendance politique doit en faire une nation nue, sans défense, ayant acquis un retard redoutable dans la fabrication de l'arme essentielle de la guerre moderne ?

C'est cette dernière interrogation qui nous fait mesurer l'ampleur des arrière-pensées contenues dans le projet actuel. La conception d'une communauté démocratique dirigée de Washington est contradictoire, comme nous l'avons toujours dit, non seulement avec l'indépendance euro-

péenne, cela est évident, mais avec l'idée d'une communauté européenne tout court. Cette conception contradictoire retire d'un côté ce qu'elle donne de l'autre. Faites l'Europe, nous dit-on, mais que cette Europe ne soit rien. Unissez-vous, mais n'en retirez pas de force. Faites un pool atomique, faites un pool de l'acier, faites une armée commune, faites tout ce que vous voudrez, mais que cela ne vous permette pas de vous émanciper. Mettez vos billes en tas et jouez bien gentiment dans votre coin, pendant que nous, les grandes personnes, le pistolet dans la ceinture, nous faisons notre petit poker-dice au bar d'à côté : si les pistolets partent, tant pis pour vos billes. C'est avec ce langage qu'on prétend *relancer* l'enthousiasme européen. Ce qui serait miraculeux, ce serait qu'on y parvienne.

***

En toutes ses propositions, l'Europe de Strasbourg montre autant de dynamisme. L'idée du marché commun est accueillie par des mines papelardes de spécialistes qui savent trop bien la réponse de nos gouvernements « démocratiques » à une telle suggestion. Toute lutte contre le confort ploutocratique est exclue par avance de l'esprit européen traditionnel. Sourde et muette, l'Europe de Strasbourg, vieille dame avant l'âge, avance à pas feutrés au milieu des problèmes des temps modernes et se spécialise dans d'intéressants projets de tricots, qui s'appellent pool des chemins de fer, pool médical, échanges culturels, occupations inoffensives qui lui valent la sympathie générale. Quant aux bruits de la rue, la vieille dame, protégée par son sonotone, ne les entend pas trop. Sa maison lui tombera un jour sur la tête avant qu'elle ait daigné percevoir les craquements.

La nouvelle décade qui commence portera-t-elle remède à cette situation ? Il est difficile d'en juger. Les sursauts nationaux qu'on peut constater partout ne seront pas nécessairement favorables à l'idée européenne. On en peut juger par les réactions du mouvement Poujade en France ; l'idée européenne semble tenir peu de place dans ses préoccupations. Il y a quelque chose de logique et de normal à ce que le redressement commence sur le plan national. Une Europe forte, c'est un ensemble de nations fortes en Europe. Le redressement national est la première condition de tout, et il est même la condition de la communauté européenne. Tout cela n'est qu'un seul mouvement. La vraie « relance européenne » a pour condition la disparition des équipes impuissantes et haineuses mises en place en 1945.

Maurice BARDECHE.

L'Eurafrique

Lorsque le commandant de Bayser lança « L'Afrique de demain » — avant l'idée de l'Eurafrique de Joseph Caillaux — il savait que l'Afrique offrait la seule solution de paix à l'Europe. L'Afrique était l'exutoire à « l'espace vital » européen en même temps que son complément économique indispensable. Le continent africain sous-peuplé peut absorber le trop-plein démographique de l'Europe et fournir à cette dernière toutes les matières premières qui lui font défaut.

Pour diverses raisons, les capitaux privés français rechignèrent toujours à s'occuper sérieusement de l'Afrique alors qu'ils s'employèrent dans les pays étrangers. Il existe pourtant des bilans exacts et impressionnants des possibilités africaines. L'un est français et date de 1946, l'autre est récent et a pour auteur l'économiste roumain Anton Zischka.

Ces possibilités ne sont pas des utopies ou des illusions. Des réalisations de colonisation communautaire italienne ouvraient des perspectives rentables sur l'appoint agricole. La côte d'Ivoire française, jadis renommée pour son agriculture, se révéla un champ diamantifère important ; de quelques carats avant-guerre, sa production atteignit 8.000 carats en 1948 pour monter à 102.000 carats en 1954. Aucun Français ne le sait. On ne tient pas à le faire connaître pour qu'il éprouve moins de regrets lorsque cette colonie d'A.O.F. voudra son « indépendance », ce qui arriverait si la France voulait instituer un marché du diamant français échappant à la dynastie britannique des Oppenheimer, maîtres des diamants d'Afrique du Sud et régulateurs du prix du carat dans le monde entier (y compris la Côte d'Ivoire, se plaçant désormais au 9e rang de la production mondiale du diamant). En 1955, on a découvert un trafic d'armes clandestin vers la Côte d'Ivoire se chiffrant à 25.000 fusils.

Les Français (initiative privée essentiellement) montrè-

rent, peut-être modestement mais solidement, comment on pouvait transformer la friche et les marais pestilentiels en jardins, en terres à céréales ; ils donnèrent, en Afrique du Nord, une idée de la richesse du sous-sol africain. Malheureusement, ils ne furent pas protégés de la voracité de congrégations économiques étrangères, qu'il s'agisse des oléagineux ou des hydrocarbures, voire du cacao, des bois, des bananes ou de différents minerais. Plus grave encore, lorsque les offices coloniaux d'entre les deux guerres étaient assaillis de demandes, par dizaines de milliers, de Français désirant partir aux colonies, il n'y avait jamais de place pour eux. Mais il y en avait pour les Chinois, les Indous, les Syriens, les Russes blancs, les Espagnols, les Italiens, les Maltais et tous les apatrides. Or, présentement, l'Empire français craque faute de peuplement français blanc. Les grandes sociétés coloniales à monopoles préféraient embaucher des étrangers plus à même d'être expulsés en cas de réclamations sur les clauses de contrats coloniaux alors véritables traités d'esclaves. Chaque fois que nous alertions un ministre, presque chaque fois mutisme ! Les grandes sociétés coloniales avaient leurs représentants au Parlement.

Aujourd'hui, on s'étonne que l'Empire s'effondre, que les revendications du Cameroun inquiètent le gouvernement, que le Togo ait obtenu une sorte d'autonomie interne (nous parlons du Togo français, car au Togo partie anglaise, les Britanniques ne se laissèrent pas manœuvrer par l'O. N. U.), que les Allemands arrivent en tête dans cette Eurafrique qui commence à se dessiner ? Mais, à qui la faute ?

Je fus un témoin de certaines expériences. Il y a 25 ans, des hommes honnêtes, sérieux, lancèrent l'idée de l'aménagement de la boucle du Niger qui engloutit environ 2 milliards de l'époque. Ce fut la ruée. N'importe qui obtenait une commande. J'ai vu un Russe blanc se déclarer charpentier, construire un pont qui s'effondra 3 mois après. Tous les prix de revient étaient multipliés par 5 ou 10. On voulut planter du coton, mais on ne savait pas le cultiver. On voulut concurrencer l'Australie pour sa laine en lui achetant des béliers reproducteurs ; les Australiens vendirent des vieux boucs qui crevèrent les uns après les autres... Que reste-t-il de tout ça ?

Les caisses du Trésor sonnant le vide, Georges Mandel fit voter 100 millions pour la recherche de l'or en A.O.F. Excellente idée. Résultat : zéro, à part ceux qui profitèrent des 100 millions. Pour avoir de l'or à cette époque, il aurait suffi de faire surveiller les placers aurifères de la Guyane française, le long de l'Oyapok, afin d'éviter que les orpailleurs passent au Brésil vendre le métal précieux plus cher que ne le leur achetaient les Français.

Il faudrait évoquer le nickel de Nouvelle-Calédonie (2e

producteur mondial), la fermeture des mines de Mindouli (pour ne pas contrarier la Katanga), la chasse étrangère aux concessions pétrolifères de l'Afrique du Nord et du Sahara, mais un livre entier ne suffirait pas à fixer les responsabilités des gouvernants français s'entendant dire aujourd'hui par d'autres pays : laissez-nous votre place puisque la tâche est trop grande pour vous ! Et comme nous ne voulons pas leur céder la place bon gré, ils nous poussent à l'aide des minorités agissantes. Comme en Syrie, en Indochine et aux Indes. Il n'y a pas assez de jalons blancs français pour marquer la présence française. « Un colon vaut un bataillon », disait Lyautey.

Qu'on ne nous parle surtout pas d'acclimatation. Un de mes jeunes amis est au Tchad avec sa jeune femme, c'est un agriculteur. Son premier voisin français est à 40 kilomètres. Il ne veut même plus revenir en France pour son congé ! Il a la foi dans son entreprise, il a appris le dialecte indigène. Il n'a pas trente ans. Et son bébé, venu au monde par 45° à l'ombre, se porte à merveille. Croyez-moi, il y a de la place en Afrique pour les Européens. Un continent à équiper.

Eurafrique ? L'idée fait son chemin en Europe. Le Docteur Schacht s'occupe de l'affaire, les Suisses aussi. L'Eurafrique commencera de naître lorsque le diktat des grandes compagnies maritimes n'empêchera plus la construction d'une voie ferroviaire transsaharienne à l'ordre du jour depuis 30 ans. Ce que les Français ne réalisèrent pas pour des questions de guichets (la voie normale est construite d'Oran au-delà de Colomb-Béchar), Anglais et Américains pourraient nous l'imposer dans un avenir assez proche, mais par un chemin dont ne bénéficierait aucun port français. Un projet de transsaharien vise, en effet, la liaison Tripoli (de Tripolitaine) - Tchad (ce qui aide à comprendre pourquoi la Libye nous évince au Fezzan). Le groupe Estienne, maître des voies transsahariennes (il vient d'acquérir la route Gradis-Bidon V), construit un « cargo du désert », sorte de bateau immense porté sur pneus. Cet essai sera-t-il viable ? Pour qui connaît l'âpre réalisme de M. Estienne et sa haine de toute dépense inutile, son « cargo du désert » indique la nécessité absolue d'une *liaison terrestre* entre l'Afrique Blanche et l'Afrique Noire pour que l'Eurafrique passe de l'idée à la réalité. Si la France, réalisatrice du transindochinois et du transéthiopien ne construit pas cette voie, d'autres sont prêts à la réaliser... avec toutes les conséquences économiques qui en découleront. Ce sera alors, avec les 380 millions de dollars qui viennent d'être prêtés à l'A.O.F. « pour la modernisation de ses transports ferroviaires », le début de l'Américafrique. « Début » est une façon de parler. Les U.S.A. étant déjà à pied d'œuvre en A.O.F., en A.E.F. et au Maroc

où ils construisent un nouveau port sur l'oued Sebou, à Médhia.

Si nous signalons la « découverte de l'Afrique » par les Etats-Unis, ce n'est pas par préjugé défavorable au départ, mais l'intrusion de l'économie américaine sur le continent africain risque de faire échec au but recherché par les Européens en Afrique. Les U. S. A., c'est-à-dire 6,75 % de la population mondiale, fournissent 65 % des besoins mondiaux en produits manufacturés. Le moindre arrêt de ses usines travaillant pour les armements menace de chômage plusieurs millions d'Américains. Les U.S.A. recherchent donc des terres nouvelles à équiper par nécessité intérieure. Un seul exemple : les U.S.A. vendirent à l'Algérie, en 1952, 316.362 tonnes de marchandises pour 10.145 millions, alors qu'ils n'achetèrent à ce pays que 65.041 tonnes pour 1.176 millions. Donc, la politique économique américaine fait vivre dix ouvriers américains pour un seul algérien. Or, l'Europe rééquipée se trouvera bientôt dans le même cas : exporter sous peine de connaître les sombres années de chômage. L'Eurafrique peut lui donner un siècle de quiétude économique ; en même temps, les richesses naturelles africaines occuperont les indigènes en leur donnant le moyen normal — par le travail — d'acquérir les surplus européens et cela, sans problème de devises. Une Américafrique déplace toute la question puisque les U.S.A. fournissent tout, depuis les manières premières jusqu'à l'emballage. L'Europe verrait son dernier débouche, son exutoire économique rentable, passer dans le cycle américain. L'Eurafrique est donc une nécessité vitale pour l'Europe.

Les U.S.A. ont commencé l'Américafrique. Et les Européens, que font-ils ?

L'égoïsme britannique n'est pas pour rien dans le retard de l'Eurafrique. Les coopérations économiques internationales ne sont acceptées qu'avec réticence par Londres, sauf en ce qui concerne la sécurité militaire. D'autre part, espérant les défaillances du « cycle historique », la Grande-Bretagne répugne à partager aujourd'hui ce qu'elle compte avoir demain pour elle seule. Elle ne craignit pas la mise en camps de concentration de 20.000 Mau-Mau et le massacre de 7.000 d'entre eux (7 déc. 1954), pour assurer la pérennité anglaise au Kénia. La Libye est un protectorat occulte britannique. Londres est opposé à une Eurafrique comme il était opposé au pool acier-charbon. Il ne resterait donc que les colonies françaises pour tenter l'Eurafrique. Telle se présente actuellement la question, puisque le Portugal et ses colonies africaines demeurent dans l'orbite anglaise, que l'Espagne et ses colonies africaines sont entrées dans le jeu de Washington, que le Libéria est une colonie américaine et que l'Ethiopie « américanisée » finira dans le giron soviétique. Quant à la nouvelle République

du Soudan (nouvelle victoire américaine sur l'Angleterre), elle n'est pas en âge de se gouverner seule...

La France a peut-être vu clair avant tout le monde. Le gouvernement Pétain fit achever la voie normale ferroviaire Oran-Colomb-Béchar, mettant cette plaque tournante algéro-marocaine en relation directe avec la côte méditerranéenne. Continuant cette lancée, la Z.O.I.A. 1 fut créée en 1950 (zône d'organisation industrielle africaine numéro un - Sahara). Puis vint le B.I.A. (Bureau d'Organisation des Ensembles Industriels Africains) qui, hélas, ne disposa que d'un milliard pour l'année 1954 (dotation prévue pour 1955 : 2 à 3 milliards). C'est ce qu'on appelle « le combinat de Colomb-Béchar », point de départ de l'Eurafrique si nous en avons la volonté puisque des capitaux belges et allemands viennent de s'investir dans cette entreprise.

Une entreprise qui n'est pas un mythe ou une nouvelle boucle du Niger, grâce à une équipe de jeunes ingénieurs et géologues en tous points remarquables. Nous n'établirons pas un bilan de la région en minerais divers et en possibilités pétrolifères. Contentons-nous de cette phrase d'un rapport officiel : *le gisement de fer de Gara Djebilet contient plusieurs centaines de millions de tonnes de fer* (teneur moyenne : 54 à 55 %) *en carrière.* La Gara Djebilet se trouve entre Colomb-Béchar (1.000 km.) et Tindouf. Informons qu'un hôtel moderne de 40 chambres vient d'être terminé à Colomb-Béchar, centre d'un monde nouveau.

Donc, le départ est pris, mais c'est l'argent qui manque le plus pour aller très vite. *Cet argent peut être trouvé en Allemagne, en Belgique et dans les Pays Scandinaves* si nous savons mettre ces combinats entre d'excellentes mains.

Une partie de l'exutoire du combinat saharien devra se situer sur la côte atlantique marocaine (embouchure du Draâ), tandis que l'autre sera Oran. Reste l'industrialisation sur place qui n'est pas un leurre grâce aux charbons de Kénadza ou au projet (23 milliards) de barrage hydro-électrique. Cette vaste entreprise de début eurafricain devrait s'accompagner de la révision totale de la politique pétrolifère nord-africaine : à la chasse gardée entre deux ou trois sociétés, il convient de substituer l'émulation par l'attribution de lots de moyenne importance.

Eurafrique contre Américafrique, la course est ouverte, avec un troisième larron en perspective, une Asiafrique politique. Déjà Tito s'occupe de l'Ethiopie pour le compte de l'U.R.S.S.

XXX.

Les événements d'Alger

Pour aussi spectaculaires qu'elles soient, les journées d'Alger des 6 et 11 février n'ont apporté aucune solution au problème nord-africain et ont, par contre, creusé davantage le fossé entre les deux éléments ethniques de la population nord-africaine.

Sans doute, l'émeute du 6 fut-elle avant tout dirigée contre le représentant d'un gouvernement de trahison et si les Algérois montèrent sur le Palais d'Eté aux cris de « Mort à Mendès », « Catroux au poteau », « Mollet à la mer », etc. si, dans certains groupes même l'on alla jusqu'à reprendre le vieux cri de guerre des Ligues d'avant-guerre : « La France aux Français », aucun slogan, aucune scène, spécifiquement antimusulmans, ne furent enregistrés au cours de ces heures. Elles avaient cependant été présentées d'une telle manière par les associations diverses qui furent à leur origine, que les indigènes ne pouvaient les considérer que comme une réaction européenne à la « politique d'abandon ».

Troupes sans chefs, groupements sans doctrine — en dehors des vagues affirmations de maintien de la présence française de l'U. F. N. A. et mouvements similaires — la journée du 6 — plus encore que celle du 11 — ne pouvait être qu'une duperie immense à l'égard des blancs d'Afrique du Nord qui y trouvèrent peut-être un exutoire à leur colère, mais ne pouvaient rien en attendre de constructif.

L'espoir caressé par certains songe-creux d'une prise de pouvoir et de la constitution à Alger d'un gouvernement national insurrectionnel — espoir sur lequel les feuilles judeo-mendesiennes et « antifascistes » brodent aujourd'hui des romans — ne relevait que d'un illusionnisme très poussé, et je rappellerai, pour mémoire, ce mot cruel mais très juste de l'un des animateurs de l'U. F. N. A. :
« Si nous avions pris le Palais d'Eté et la Préfecture, qu'en aurions-nous foutu après nous les être collés sur le ventre, puisque nous n'avons ni programme ni doctrine ? ».

Dès le 7, « Comité de Salut Public », Fédération des maires et « Comité d'entente des Anciens Combattants » reprirent leurs discussions. Fallait-il envoyer une délégation à Guy Mollet, pouvait-on lui faire confiance ou, au contraire, convenait-il de durcir ses positions et d'exiger avant tout autre chose la mise en application immédiate du mémorandum — d'aucuns disaient l'ultimatum — remis au Président du Conseil par le Comité ? Certains, menés par Roux et Callavassi, préconisaient des solutions d'attente, alors que Froger, de la Fédération des Maires, conseillait « la patience dans la vigilance ». Et l'on en arriva ainsi à la réunion du 10 à la « Maison des Combattants » et à l'intervention de Me Biaggi, président des Anciens Commandos de France, qui emporta la décision et, appuyé par les délégués de l'U. F. N. A., entraîna le Comité dans l'action pour la journée du lendemain. Un ordre de grève générale fut lancé, des mots d'ordre circulèrent, mais l'atmosphère pourtant n'y était pas et si, le 6 plus de 60.000 Algérois montèrent à l'assaut du Palais d'Eté, une dizaine de mille, au plus, se retrouva dans la rue derrière les drapeaux des associations et les maires, en cet après-midi pluvieux du 11 qui fut une véritable journée des dupes. Ainsi, il avait suffi d'un appel au calme de Jacques Chevallier et de quelques vagues menaces, proférées d'un ton hésitant, du préfet Colaveri, pour faire échouer une manifestation qui dans l'esprit de Me Biaggi était à la fois dirigée contre le liquidateur du patrimoine national, Guy Mollet, et le partisan de la « Klein Europa » que ce même Biaggi se vante d'avoir fait échouer l'an dernier — sans nous dire que ses complices d'alors étaient les Mendès et les Duclos qu'il prétend combattre aujourd'hui sur le plan algérien !

Le soir du 7, la rupture était consommée entre Anciens Combattants et « Comité de Salut Public », les premiers annonçant dans un communiqué qu'ils refuseraient désormais au second leur maison de l'avenue du 8-Novembre pour ses réunions.

Quelle était durant ce temps la réaction de la masse musulmane ? Absente de la rue le 6, elle s'y trouvait le 11, observant et retenant. Sans doute, contrairement aux bruits qui ont circulé, aucune contre-manifestation d'envergure n'a-t-elle eu lieu encore, mais les envoyés du F. N. L., intimément mêlés à la foule des manifestants européens et ne s'en distinguant pas à première vue, ont pu recueillir des renseignements précieux, « repérer » les « meneurs colonialistes » et prendre leurs dispositions en conséquence.

En conclusion de tout cela, nous devons admettre l'échec de ces journées. Du point de vue de la minorité française d'Algérie, le remplacement de Catroux par Lacoste ne peut

être considéré comme une victoire, l'un comme l'autre n'étant que des marionnettes aux mains de Mendès, véritable meneur de jeu. Par contre, des discussions nouvelles se sont fait jour entre Européens d'Algérie dans le temps où leurs adversaires se soudaient plus étroitement en vue de leur action future. Le 6 février 1934 a pu faire trembler le Régime ; parce qu'il ne l'a pas renversé, il est la cause directe du « Front Populaire », de l'arrivée au pouvoir du juif Blum et de tout ce qui en a découlé. Le 6 février 1956 n'a réussi qu'à obtenir la démission d'un ministre ; sera-t-il le point de départ d'un nouveau « Front Commun » et le signal d'un massacre général des Européens en Alger et dans quelques grandes villes d'Algérie ? Certains « chefs » à la manque de nos associations se le demandent aujourd'hui. Ils eussent mieux fait d'y réfléchir à temps. Une révolution se mène jusqu'à sa conclusion logique ou ne s'entreprend pas. La révolution d'Alger ne fut qu'un mythe.

C'est à nous qu'il appartient de recoudre en proposant nos solutions au problème nord-africain. Mais si notre bonne volonté est immense, nos moyens, hélas ! sont des plus restreints. Fassent les dieux que nous ne succombions pas sous le poids de l'effort !

J. DORVEAUX.

La France est-elle colonialiste ?

Reprocher à la France d'avoir pris une part active au phénomène dit de l'expansion coloniale est une vue puérile et, de plus, entachée de malhonnêteté.

Car il est évident que si la France ne s'était pas établie en Afrique Noire ou à Madagascar par exemple, les pays qu'elle occupe auraient été conquis ou occupés par d'autres peuples en mal de marchés et de débouchés commerciaux.

Si même aujourd'hui, où la France est en butte à des attaques aussi violentes qu'injustifiées visant ce que ses ennemis et *même ceux qui se prétendent ses amis* appellent son *colonialisme*, si même aujourd'hui, la France abandonnait — comme, hélas ! elle l'a déjà fait en Afrique du Nord — les pays pris en tutelle et vivant à l'ombre de son drapeau, ces pays retomberaient immédiatement, soit dans le désordre et l'anarchie d'où nous les avions tirés, soit entre les mains d'autres nations qui, déjà — et on les reconnaîtra sans que nous ayons besoin de les nommer — s'offrent, avec cynisme et à visage découvert, pour assurer la relève, « colonialistes » d'un genre nouveau et qui, sans l'étiquette devenue presque infâmante, les asserviraient politiquement et économiquement.

Car les raisons qui ont, de siècle en siècle, déterminé la France à créer des établissements au loin, à prolonger au-delà des mers son influence et son rayonnement, ne sont pas — et il faut le crier bien haut — des raisons d'intérêt, de négoce et de profit, voire de prestige ou de *volonté*, au sens nietzschéen, *de puissance*. La France est, en effet, un des rares pays d'Europe qui peut vivre — mis à part le problème du pétrole — en économie fermée.

En nombre de pays qu'elle administre, la France a laissé une très grande part du commerce à des étrangers.

En Indochine, par exemple, c'étaient les Chinois qui contrôlaient et détenaient les plus grosses affaires de riz. Le commerce de l'arachide et de l'huile, au Sénégal est, pour une part considérable, entre les mains des Levantins.

En vérité, les Français ont — sur ces terres lointaines et souvent inhospitalières, où leur activité s'exerce — construit, sans compter, à coups de milliards et de vies humaines, des Instituts Pasteur — il y en a plusieurs en Indochine, plusieurs en Afrique du Nord, en Afrique Noire et à Madagascar — construit des chemins de fer, des usines, des ponts, des routes, des cités entières. Souvenez-vous du créateur que fut Lyautey, et dont le plus poignant regret, dans sa retraite, était qu'il ne pourrait plus « bâtir de villes ».

Et ces Français que l'on condamne aujourd'hui — au nom de quoi, au nom de qui ? — ont appliqué les méthodes de la prophylaxie et de la médecine, jugulé des fléaux qui dévastaient des régions entières — comme la trypanosomiase au Cameroun et en Afrique Equatoriale — et la lèpre aujourd'hui vaincue grâce aux sulfones, si bien que la population *indigène* (encore un terme qui sent son colonialisme d'une lieue et dégage une diabolique odeur de soufre), disons alors la population *autochtone,* du Maroc a doublé en quarante ans. Celle de l'Indochine est passée sous notre administration, de 16 à 25 millions — sans parler de l'Algérie et de l'Afrique du Nord tout entière où le succès de nos méthodes s'est avéré encore plus remarquable.

Certes, il y a des ombres au tableau et il serait malhonnête et vain — voire maladroit — de le nier. Certes, le bilan de notre administration ne fut pas toujours positif. Mais, pour moi, qui ai passé de longues années aux colonies, dirigé en Afrique Noire principalement, nombre de régions très différentes, dans le Moyen-Congo, au Gabon, en Oubangui-Chari et au Tchad, je ne crois pas me tromper en affirmant que l'œuvre civilisatrice de la France est considérable, qu'elle est souvent belle et que, malgré des erreurs et des fautes inhérentes à toute œuvre humaine, elle porte la marque du plus pur et du plus noble désintéressement,

Il ne faut pas oublier que la France a dû faire face à deux guerres terribles, épuisantes, où son destin, sa vie même étaient en jeu — et cela à vingt ans de distance ; deux longues périodes durant lesquelles elle a dû laisser presque à l'abandon son œuvre colonisatrice.

Mais elle s'est, à deux reprises, remise à la besogne. Certes, la misère est encore grande et les coutumes barbares sont loin d'avoir disparu en tous lieux ! Et la France, malgré son courage, son énergie, sa volonté, pourra-t-elle venir à bout de sa tâche ?

Le mouvement — planétaire — qui pousse les peuples — même les plus arriérés — vers l'indépendance — ce mot magique — vers le droit reconnu de disposer d'eux-mêmes exige des nations qui gèrent encore de vastes domaines coloniaux des solutions qui s'inspirent de ce nouvel état de choses et n'entravent pas les aspirations souvent incohérentes, irraisonnées — voire anarchiques — de ces peuples.

Et force nous est de compter, pour la juste solution que nous voulons du problème, non seulement avec les vœux, avec les désirs profonds des peuples colonisés, mais encore et je dirai même surtout, avec les appétits des témoins qui ne sont, hélas ! ni désintéressés, ni inactifs.

Car je ne crois pas — mais pas du tout — à la pureté du sentiment anticolonialiste chez ceux qui se sont faits les champions d'un tel sentiment et, à dire vrai, « leur bloc enfariné ne me dit rien qui vaille ».

Mais ce problème de l'indépendance qui domine à l'heure actuelle tous les débats, il nous faut le résoudre coûte que coûte, et le résoudre, non pas en minimisant sa puissance, mais, bien au contraire, en mesurant cette puissance et, en certains cas, son bien-fondé.

Sous peine de tout perdre, la France ne peut oublier qu'elle fut, aux yeux de l'Univers, et qu'elle demeure encore pour beaucoup de peuples, une nation initiatrice, un professeur d'indépendance, semeuse d'humanisme et d'idéal.

Elle n'a pas anéanti, comme d'autres l'ont fait ailleurs (voir les Peaux-Rouges en Amérique) les populations qu'elle a dominées : il lui reste à les élever et à les affranchir.

A chaque pays de l'Union, de cette Union Française, réalisée dans les textes mais non dans les faits — il faut que la France applique la solution qui convient exactement à ce pays. A elle de ne pas commettre d'erreur dans le choix et dans l'application, car cette erreur serait mortelle : on ne traite pas de la même façon le Cameroun et le Laos, le Sénégal et la Nouvelle-Calédonie.

Ainsi se formera une véritable fédération de peuples libres qui reconnaîtront entre eux la nécessité d'un principe constructif, d'une liaison impérieuse et d'intérêts communs.

André CORBIER.

Chronique du mois

L'AGGRAVATION DE LA CRISE INTERIEURE EN ESPAGNE

Il est assez difficile, en raison même de leur ambiguité et de la confusion dans laquelle elles se sont déroulées, comme du caractère apparemment contradictoire des mesures gouvernementales qui les ont suivies, de porter un jugement sur les manifestations d'étudiants qui ont enfiévré Madrid le mois dernier. On peut pourtant affirmer, sans grave risque d'erreur, que la presse française, dans sa quasi-totalité, s'est, par méconnaissance de la situation intérieure de l'Espagne et du rapport des forces politiques qui la commandent, complètement méprise sur leur signification véritable. Il paraît en effet très douteux, comme la plupart des journaux l'ont prétendu, qu'elles soient le fait d'une opposition extérieure au régime et qu'elles manifestent avec une vigueur accrue l'existence d'un courant libéral et démocratique.

Il semble, au contraire, beaucoup plus probable que ces manifestations témoignent avec une acuité nouvelle des tensions pour ne pas dire des oppositions qui, dès l'origine, se sont manifestées au sein du régime franquiste dont le pluralisme politique n'a cessé d'être la caractéristique dominante et, plus récemment, à l'intérieur même de la Phalange en dépit des affirmations contraires du journal « Arriba ». Tout en nous gardant de prétendre donner ici une explication des récents événements qui risquerait d'être contredite par leurs développements futurs, nous relèverons toutefois quelques faits significatifs.

Les manifestations de février se sont produites peu de temps après la publication dans le journal « A. B. C. » d'un article du professeur Calvo Serer, dont les convictions monarchistes et les liens avec « L'Opus Dei » sont bien connus, qui définissait le caractère de la future monarchie espagnole « populaire et représentative ». Elles ont, d'autre part, été précédées par un défilé d'étudiants qui, aux cris de « Nous ne voulons pas de roi »,

avaient manifesté leur hostilité au projet de restauration monarchique. Ce projet et les passions qu'il soulève depuis deux ans pourraient donc bien donner la clé des événements.

On notera, par ailleurs, que quelques-unes des personnalités tombées en disgrâce ou même arrêtées après les manifestations de février appartenaient comme MM. Pedro Lain Entralgo, recteur de l'Université de Madrid, Antonio Tovar, recteur de l'Université de Salamanque et l'écrivain Dionisio Ridruejo à l'aile républicaine et progressiste de la Phalange ou comme M. Ruiz Jimenez, ministre de l'Education nationale à la Démocratie chrétienne et qu'elles avaient été violemment attaquées, il y a trois ans, dans un article publié dans une revue de Paris, par M. Calvo Serer qui les dénonçait comme les animateurs de la « coalition démocratico-totalitaire » hostile à la monarchie. Les mesures prises contre des éléments monarchistes et traditionnalistes de la Phalange, comme M. Sanchez Mazas et M. Pradera, remplacé à la direction du Front de la Jeunesse par M. Elola, ainsi que le remplacement de M. Fernandez Cuesta jugé trop mou par les éléments dynamiques du parti par M. Arrese, mesures qui sont bien dans la ligne de la politique de bascule habituelle au général Franco, ne compenseront peut-être pas la victoire remportée par les monarchistes réactionnaires de « l'Opus Dei » dont l'influence sur l'université et la jeunesse étudiante pourrait bien sortir très renforcée des événements.

A PROPOS D'UNE RECENTE POLEMIQUE

Ce mois-ci, Louis Pauwels a écrit : « Ceux qui ont eu 20 ans en 1940 ont formé une génération un peu comparable à celle des romantiques ; des gens éloignés des événements, inemployés, mais fougueux. Nous ne nous sommes pas réunis et nous nous agitons chacun dans nos coins. Une équipe était pourtant possible, avec Blondin, un très grand écrivain, avec Marceau, avec Laurent. Elle aurait pu réussir avec « Arts » et la « Parisienne ». Après toutes les réserves sur son intelligence et son talent, j'accuse formellement Jacques Laurent de nous avoir fait échouer. Il a préféré le « dandysme ».

Jacques Laurent a répondu en ironisant. Louis Pauwels a repris la parole en insistant sur ce qui rapprochait un certain nombre de jeunes écrivains d'aujourd'hui, et en faisant remarquer que l'on pouvait peut-être opposer à l'abus de sérieux au-

tre chose que le ricanement. « Nous camouflons ce que nous sommes sous le jabot de l'art pour l'art et le gilet fleuri du petit maître ».

Cet échange de propos a attiré l'attention, réveillé quelques esprits. Il est d'abord remarquable par la différence des tons sur lesquels parlaient Laurent et Pauwels. Laurent faisait des pirouettes, évoquait le risque d'une entreprise comme la direction d'un journal — ce qui n'était pas le problème, — défendait la gaieté — ce qui n'était pas sa cause. Pauwels opposait le même refus aux modes du conformisme de gauche, mais en appelait au besoin de savoir qui on était.

« Préférer amuser et plaire, écrivait-il magnifiquement, ce n'est pas lutter, c'est risquer de nous compromettre ».

Entre se prendre pour « l'homme-phare d'un monde angoissé » et manier une perpétuelle ironie, il y a une belle place, celle que désire Pauwels.

Récemment, une enquête cherchait les écrivains de droite : Pauwels en est-il ? Il est sans doute de droite aux yeux des gens de gauche, et de gauche aux yeux des gens de droite. C'est une situation très enviable lorsqu'elle n'est pas le résultat d'un jeu ou d'une coquetterie.

L'attitude de Jacques Laurent était bonne et plaisante pour débloquer le terrain. Nous souhaitons vivement que Pauwels ait maintenant la possibilité de grouper autour de lui des jeunes écrivains qui désirent non pas tant former une *équipe* — notion toujours équivoque — que dire ensemble et calmement ce qu'ils savent d'eux-mêmes, et ce qu'ils espèrent de leur action.

Etudes et Tribune libre

Les "Frères de la Liberté" création britannique en pays musulmans

Emeutes en Jordanie, retournement de l'Egypte, agitation en Irak et en Syrie, renaissance du « Tudeh » en Iran. Les polémistes et les historiens objectifs ne manquent pas de rechercher les causes de « nationalismes » soudainement virulents.

Les uns l'attribuent aux conséquences mêmes des guerres, les autres à la conférence de Brazzaville ; certains, gênés par un brouillard qui leur paraît trop épais, masquent leur ignorance en affirmant péremptoirement : « C'est un cycle historique, la roue de l'Histoire... ». Nous sommes de l'avis de M. R. Herly, le sagace décortiqueur des « Conventions Franco-Tunisiennes », la « roue de l'Histoire » ne tourne jamais que dans le sens de celui qui souffle le plus fort ; témoins : les U. S. A. et l'U. R. S. S. L'on s'apercevra davantage, dans les mois qui vont s'écouler, que le « déroulement inéluctable de l'Histoire » n'est qu'une question de sagacité, de bonne volonté et de fermeté réunies qui vaut pour le monde, dont l'Afrique du Nord.

Nous pensons pouvoir fixer l'origine de cette flambée qui complique beaucoup de choses en Orient depuis dix ans. Il s'agit d'ouvrages de Miss Fraya Starck, Anglaise vivant en Italie, connaissant le Proche et le Moyen-Orient comme sa poche, parlant et écrivant différents dialectes arabes et mobilisée pendant la dernière guerre dans les Services Spéciaux britanniques en Arabie, en Egypte, en Syrie, en Jordanie, en Irak et en Iran. Quand l'agent se double d'un excellent écrivain, parfois un peu difficile et rebutant par l'excès de descriptions de pays musulmans qui laissent apparaître le fellah algérien comme un privilégié, le plaisir de lecture est double. On ne lit jamais assez, surtout en Afrique du Nord ! Laissons les tomes « Les Portes du Sud » et

« La Vallée des Assassins » pour nous en tenir à « East is West » (Proche-Orient). Outre qu'il éclaire la période encore obscure de la dernière guerre en Moyen-Orient, il découvre des horizons et peut servir de leçons... tout en fixant des responsabilités.

Miss Fraya Starck est anglaise, 100 pour cent pétrie de grandeur britannique. Nous ne le lui reprocherons pas, au contraire. Nous estimons les gens sincères. Quand, aux heures tragiques de 40-41, sans bonnes nouvelles à diffuser aux Arabes d'Aden elle fait imprimer des poèmes arabes *courageux*, notre absence de propagande musulmane sourira. Là-bas, son initiative remporte un succès populaire considérable et rapproche les indigènes de la cause britannique. Partout, lorsqu'elle s'adressa à l'esprit cultivé musulman, elle gagna... au moins momentanément.

Quand Londres entraîna la France dans la guerre, en 1939, la Grande-Bretagne n'était nullement prête à affronter un conflit. Dans la situation stratégique de la Mer d'Oman, Aden comptait *trois* fonctionnaires britanniques. Seul, le dispositif italien d'interception sur la route de la Mer Rouge était en place par l'Erythrée. Aden était coupé, la route du pétrole aussi. C'est alors que se place un fait « cocasse » de la guerre.

Un sous-marin italien se présenta en rade d'Aden. Rien pour le contrer, sauf un vieux chalutier armé hâtivement d'un canon léger qui s'avança vers le sous-marin et lança un obus qui, par miracle, démolit le haut du périscope. Le submersible émergea, s'immobilisa et hissa le drapeau blanc au lieu d'essayer de filer en surface. Dans les papiers de bord, les Anglais trouvèrent les documents secrets indiquant les emplacements et lieux d'opérations des autres sous-marins, répartis dans cette partie du monde. L'Amirauté britannique alertée prit l'affaire en mains. Quelques semaines après, tous les nids de sous-marins étaient nettoyés. Les Alliés ne redoutaient plus les interceptions pour leurs transports maritimes venant du Golfe Persique et la prise de la Somalie anglaise n'avait plus grande signification stratégique. Pour un seul sous-marin ! Méditons le grain de sable des grandes stratégies guerrières qui ne tiennent pas compte du caractère des hommes.

Cas un peu différent en Irak en révolte ouverte contre les Anglais. Les Irakiens attendaient les Allemands. Les ressortissants anglais étaient déjà parqués. Miss Fraya Starck n'explique pas ce qui se passa après l'occupation du Nord « où les Allemands se faisaient mal voir », mais faute de deux bataillons parachutés au moment opportun, les Irakiens se lassèrent d'attendre, eurent des craintes et finalement tout rentra dans l'ordre

britannique évitant ainsi aux autres pays du Moyen-Orient de se joindre au mouvement anglophobe.... qui reprend son extension moins de dix ans après.

Savez-vous comment, faute de troupes, d'armes et d'alliés, les Britanniques maintenaient leur influence ?

Lorsque le Maréchal Rommel s'avançait vers le Caire et que la population égyptienne flottait, l'ambassadeur de Grande-Bretagne fit venir beaucoup d'ouvriers pour repeindre les grilles des jardins de l'Ambassade. « Cela fut plus encourageant que bien des discours publics ! » note Miss Fraya.

Avec elle, nous assistons à une lutte qui n'est pas sans grandeur menée par quelques Anglais d'élite sans troupes et sans armes dans un Orient prêt à « bouger » sous l'effet des propagandes allemande et italienne. Nous avons déjà exprimé des raisons motivées de notre défiance de la politique coloniale britannique, mais nous savons tirer notre chapeau devant l'efficience quand la mère-patrie vit des heures cruciales.

Les Anglais eurent une idée de génie en ces heures d'isolement sur des terres éloignées de la Métropole. Ils chargèrent Miss Fraya Starck de constituer « Les Frères de la Liberté », réunis en groupes « Fraternité ». A la propagande d'antisémitisme des germano-italiens, ils répondaient pas une « croisade démocratique » s'adressant particulièrement aux intellectuels, puis s'étendant petit à petit jusqu'aux dockers. Renvoyée en Egypte pour tresser cet immense filet, elle s'adressa à tous hommes et femmes. Son argumentation était facile puisque l'antisémitisme allemand n'empêchait pas le racisme de s'étendre à tout ce qui n'était pas aryen, mais encore fallait-il y songer !

En un temps record, pénétrant dans tous les milieux, elle développa le thème que les indigènes avaient besoin de l'aide « d'un frère plus que celle d'une gouvernante ». Elle montra son respect et sa connaissance de l'érudition arabe, son optimisme permanent, malgré la réponse du général Sir Maitland qui, pressé d'exhiber trois chars dans les villages pour montrer la présence anglaise répondit : « la vue des trois tanks me remonterait le moral à moi-même ! ».

Les groupes « Fraternité » couvrirent l'Egypte, la Jordanie, etc... Travail admirable de pénétration familiale, professionnelle, administrative, qui empêcha la propagande hitléro-fasciste de gagner du terrain, qui permit de sauvegarder les intérêts anglais dans la région de Suez et les concessions pétrolières en Irak. Bien que Miss Starck laissât de côté ces importantes questions économiques, nous ne sommes pas dupes de la seule nécessité

de resserrer les liens culturels anglo-indigènes. Reconnaissons néanmoins l'efficacité de la manœuvre destinée à assurer la sécurité des positions britanniques alors sans armements décents... car ce sont quand même les Anglais qui lancèrent l'armée de Transjordanie sur les Français de Syrie dès juin 41. Et l'auteur nous confirme à ce sujet l'animosité permanente du trône de Jordanie à l'égard de la France ; après la défaite de 1940, et apprenant l'armistice, l'émir Abdullah s'écria : « C'est une bonne chose », n'en parlons plus.... L'Angleterre sera seule pour faire la paix ! ». Ce qui peut laisser supposer que « les Frères de la Liberté » en devenant pro-anglais se croyaient peut-être obligés d'être anti-français... même si l'on ne le leur demandait pas.

En même temps, la propagande anglaise commence à lutter contre la notion de *l'impérialisme britannique*. Elle explique que, si l'Angleterre s'intéresse au Moyen et au Proche-Orient, ça n'est pas par souci de domination, mais pour assurer *la sécurité de son transit* puisqu'elle commerce avec les Indes, la Chine, l'Australie, Ceylan, la Malaisie, etc... Nous ne savons pas si les garnisons britanniques d'Aden, d'Irak, de Jordanie et les milices de la côte du Golfe Persique réussirent à convaincre les musulmans.

Quand un pays musulman était gagné à la cause des « Frères de la Liberté », que des centres de « Fraternité » couvraient le pays. Miss Fraya Starck laissait ses meilleurs lieutenants animer le mouvement pro-anglais et allait recommencer le travail dans un autre pays voisin avec un succès aussi complet.

Nous connaissons donc désormais les raisons exactes qui maintinrent la Grande-Bretagne désarmée au Proche et Moyen-Orient, alors que, pratiquement, elle était défavorisée territorialement par rapport à l'Italie avec ses bases armées d'Afrique Orientale, alors que, théoriquement, suivant le plan allemand, l'Egypte eût dû se soulever pour acquérir une indépendance totale et l'Irak se révolter pour abolir le traité d'alliance imposé par Londres. Nous pensons que c'est un aspect très ignoré du dernier conflit.

Nous nous expliquâmes déjà longuement sur la Libye, sa réunification (scandale de l'O. N. U.) au profit de Sayyid Idriss et des 300.000 habitants Sénoussi de Cynéraique contre les 750.000 Tripolitains Fezzanais. Nous ignorions que le chef Senoussi, exilé par les Italiens en Egypte, envoya des émissaires en Cyrénaïque qui ramenèrent quatre bataillons que les officiers anglais n'eurent qu'à prendre en mains pour les conduire en Irak et rétablir l'ordre dans le pays pétrolier. Si nous avions connu ce détail,

nous ne nous serions pas insurgés contre l'affaire Libye-Fezzan, suite logique du retournement des hommes d'Idriss, devenu roi de Libye en récompense de ses services. Sacré voisinage pour l'Afrique du Nord française ! Miss Fraya Starck reconnaît la valeur des combattants de Cyrénaïque « dirigeant nos raids, donnant des renseignements à notre Intelligence Service... » et elle note que lorsqu'elle revit Idriss pour la dernière fois : « (il)... *fit allusion en passant aux Senoussi de l'Afrique française plus à l'ouest* » (page 125). Certains agents manquent de prudence, puisque nul n'ignore plus l'influence des îlots Senoussi de Tunisie, de l'Aurès, du Sahara, et des confins marocains dans les troubles actuels.

De cette ample documentation, dont nous n'extrayons que le suc par manque de place, mais que nous considérons capitale comme base des événements nord-africains, nous noterons encore le *Middle East Supply Center*, tentative anglo-américaine (au moment de la cordialité des rapports entre Washington et Londres) pour constituer un centre de coopération et « non de rivalités à courte vue » *entre les deux pays* dans le Proche et le Moyen-Orient... Est-ce « *Sécurité de Transit* » ou « *impérialisme* » qu'il faut comprendre.

L'intérêt de ces ouvrages est qu'ils furent écrits immédiatement après la guerre et publiés en 1947, à une époque où l'on ne donnait pas encore trop cher de la France, secouée par ses querelles intestines et où les divisions alliées n'étaient pas devenues cassantes.

Miss Fraya Starck, dont la sincérité paraît évidente sur la démocratisation du monde arabe, ne souffle pas un mot sur l'esclavage public au Yémen et en Arabie séoudite où elle séjourna. Par contre, elle cite plusieurs fois M. Besse, nom qui ne dira rien aux Français mais qui est bien connu des services de renseignements au point que le gouvernement français refusa, il y a trois ans, sa dotation de 10 milliards de francs pour la création d'un « Institut franco-anglais » ; M. Besse, récemment décédé, était le Français *Sir* Antonin Besse ; *Sir* pour services spéciaux rendus à la Grande-Bretagne car ses vapeurs et ses boutres étaient maîtres du cabotage de la Mer d'Oman jusqu'à Zanzibar... *Sir* comme Rhodes, Zaharoff et quelques autres.

La lecture de l'analyse de ces gros ouvrages nous permet de poser une question : Que reste-t-il de ce travail britannique dans le Proche et le Moyen-Orient avec le recul du temps ?

Miss Fraya Starck était persuadée de la stabilité et de la pérennité de son action... Premiers résultats : Farouk détrôné, Anglais chassés par les émeutes, obligés d'accorder l'indépendance

totale et d'évacuer le camp retranché d'Ismaïlia constitué après la leçon du désarmement britannique de 39-40 dans le Proche-Orient. Situation de plus en plus tendue en Irak qui veut aussi acheter des armes soviétiques, car l'Irak n'existe pas comme pays « entièrement dessiné et imaginé, habité par des étrangers au pays » ; c'est un fief arbitraire conçu pour protéger une affaire pétrolière. L'Irak, c'est avant tout la « Grande Syrie » dont le ressentiment est d'avoir été rudement maté, à Bagdad, par des Jordaniens et Senoussi commandés par des officiers anglais. En Irak, le fameux *Middle East Supply Center* avait abouti à l'éviction totale de tous les ingénieurs français de l'I. P. C... qui viennent d'être rappelés en nombre massif !

Et « la vaillante et invincible » légion jordanienne, sous le commandement du général anglais Glubb Pacha ? Que fit-elle lors de la première guerre israélo-musulmane ?

Miss Fraya Starck offrait ces bandes comme des « forces » attachées au maintien de la présence britannique ; qu'en reste-t-il ? Elle connaît pourtant les Arabes puisqu'elle note : « Quand des troubles se produisent en Orient, la population sait, par une expérience millénaire, que le parti le plus sage est de rester chez soi ». Aujourd'hui la Jordanie remue à son tour parce qu'on veut l'insérer de force dans le Pacte de Bagdad, combinaison anglaise antipopulaire dans le Moyen-Orient.

Mais arrivons au plus dramatique, aux graines semées dans des cerveaux prompts aux volte-face, aux opportunismes.

Le plan de propagande anglaise appliqué et mis en œuvre par Miss Fraya Starck ne serait qu'un demi-mal s'il ne s'était retourné que contre ses initiateurs ; les lanceurs d'idées admettent le retour de flamme. Un peu de mémoire nous oblige à nous souvenir des « Frères de la Liberté » qui, après avoir milité d'Alexandrie au Caire et à Ismaïlia pour le départ définitif des Britanniques, reprirent les mots d'ordre contre la présence française en Afrique du Nord. Souvent nous lûment les proclamations de ces « Frères de la Liberté » dont l'origine nous paraissait musulmane xénophobe, alors que l'idée est strictement anglaise et groupe jusqu'à 7.000 membres en Egypte. Oui, « Les Frères de la Liberté » de Radio-Le Caire, de Tanger, viennent de là... Fait-on mieux comme histoire d'apprentis-sorciers ? Sans doute « Frères de la Liberté » chez les Mau-Mau du Kénya et en Ouganda qui commence à remuer ?

Nous occupions-nous des colonies anglaises quand Miss Fraya Starck nous désigne : « Les Français eurent des difficultés par suite de la combinaison d'une sincère politique mandataire en Syrie avec la pratique d'une politique de centralisation en Afri-

que du Nord... » et qui parle de fonctionnaires français dont « trop sont corrompus » ?

Etant donné la personnalité de Miss Fraya Starck, très répandue dans le Proche et le Moyen-Orient où ses livres sont abondamment lus, doit-on s'étonner que « les Frères de la Liberté » aient repris ses arguments à d'autres fins ?

Du *Middle East Supply Center*, béni par Miss Starck, pour une mise en coupe réglée à deux de cette Asie pétrolifère, que subsiste-t-il ? Une adversité déclarée anglo-américaine en Egypte et à Chypre, une bataille en Iran qui se termina par la cession de 40 p. cent des parts de *l'Iranian Oil* aux Américains, les soulèvements de l'Hadramout (sur initiative américaine) contre le Protectorat anglais d'Aden et enfin la bataille en cours entre Américains et Anglais pour l'oasis pétrolifère de Buraïmi en Arabie orientale.

Tout le plan oriental britannique de 39-45 s'écroule, mais ses conséquences sont encore loin d'être achevées. Preuve que « l'idée de génie » mal soupesée peut devenir une catastrophe.

Pierre NAVARRE.

Vient de paraître

PIERRE FONTAINE

LA GUERRE FROIDE DU PETROLE

un volume de 190 *pages*

EDITIONS *JE SERS*

21, rue Froidevaux, Paris (XIVe)

Précisions nouvelles sur Yalta

La lutte continue entre ceux qui voudraient faire toute la lumière sur la conférence de Yalta et leurs adversaires. Lutte acharnée, car l'enjeu est de taille : la conquête de la Maison Blanche, l'année prochaine.

Cette lutte se circonscrit entre Républicains et Démocrates, ce qui est assez naturel, mais aussi entre Républicains, ce qui le serait moins si l'on ne savait que les Républicains de gauche bénéficient du soutien des mêmes puissances occultes que les Démocrates et sont condamnés un peu au même jeu. Bernard Baruch et quelques autres n'ont pas envie de se voir refuser les escaliers dérobés du Département d'Etat et jouent sur deux tableaux pour être sûrs de retomber sur leurs pieds.

Aussi, le fonctionnaire chargé de l'historique de la conférence de Yalta, M. Dozer, reçoit-il plus de coups qu'il n'en peut donner : il y a quelques semaines, il a même été mis à la porte de son service et n'a pu réintégrer le ministère que grâce à de puissants appuis. Quelques jours plus tard, il publiait un volume de onze cents pages sur Yalta.

La grande presse, aux Etats-Unis et en Europe, voudrait faire croire que c'est le « fond du sac ». Nous n'en croyons rien. A notre connaissance, ce gros volume ne fait pas encore allusion au rôle d'Alger Hiss, directeur des affaires politiques du Département d'Etat et agent de Staline dans ce ministère. Nous croyons savoir que son activité est l'objet d'une étude approfondie, mais que ne tenteront les Démocrates pour empêcher qu'elle soit mise à jour, car la phrase lapidaire de Mac Carthy : *vingt ans de trahison*, prendrait un sens précis et redoutable devant les électeurs.

En attendant, le « New-York Times » a bien été obligé de publier quelques extraits du livre du Département d'Etat. Il minimise dans la mesure du possible, la valeur des documents qu'il présente. Après la publication de l'hiver dernier, ceux-ci ne sont pas destinés à causer une

grande émotion, mais il ne nous semble pas inutile de souligner quelques traits qui restituent à la conférence de Yalta, un peu de son caractère.

Retenons d'abord cet aveu de Churchill que Yalta était « le dernier endroit » où tenir la réunion. Dans son langage imagé, le Premier ministre disait que les plénipotentiaires s'y défendraient difficilement contre les poux. On devine la sorte de poux à laquelle Churchill faisait allusion.

Plusieurs documents concernent la France. Nous comprenons que la presse « issue » n'y ait fait qu'une rapide allusion : ils ne peuvent guère flatter l'amour-propre des résistants si pressés de jouer la « bonne » carte et de remettre notre pays dans la guerre pour lui obtenir les bénéfices de la victoire.

Un rapport du 20 septembre 1944, par exemple, fait état d'une discussion entre plusieurs ministres et hauts fonctionnaires américains à Washington au sujet d'un accord prêt-bail avec la France. La proposition fut rejetée, le prêt-bail était réservé au financement de la guerre et ne pouvait s'appliquer à des dépenses de reconstruction. De la discussion, il ressort nettement que Roosevelt ne voulait pas « avoir les mains liées » avec la France et que Churchill avait fait une forte opposition à toute aide à notre pays au titre du prêt-bail. A vrai dire, il semble que le général de Gaulle n'ait inspiré une entière confiance à qui que ce fût : Roosevelt se demandait si les Anglais ne s'entendaient pas avec lui dans la coulisse, bien que Churchill se fût répandu en propos véhéments contre lui.

Le 27 janvier 1945, le sous-secrétaire d'Etat Grew écrivait à Caffery, ambassadeur à Paris, que le général de Gaulle demandait des armes pour huit nouvelles divisions. Avec une bonne grâce toute diplomatique, M. Grew montrait combien il appréciait les efforts déjà accomplis par la vaillante armée française et ajoutait que l'impossible serait fait pour envoyer ces armes le plus tôt possible, malgré les charges dont était grevée la production de guerre américaine. Quand on sait à quel rythme le matériel américain traversait le Pacifique, avec quelle facilité Roosevelt allait accepter de réarmer soixante divisions sibériennes pour attaquer les Japonais au Mandchoukouo, l'on s'étonne des difficultés que pouvait représenter pour Charles Wilson l'équipement de huit divisions françaises.

On comprend mieux cette réponse dilatoire si l'on remarque que la lettre de M. Grew est placée dans le « New-York Times » juste en dessous d'une note de Staline annonçant la signature du pacte franco-soviétique.

Ce jeu assez trouble ne profita pas à de Gaulle qui ne

fut pas invité à Yalta. Il ne réussit même pas à obtenir l'appui sans réserve du grand allié, car une note écrite à Moscou, le 20 janvier 1945, fait allusion à une communication assez désagréable de Maiski : la France, dit-il, présente d'énormes revendications, mais elle ne s'est pas du tout battue.

Rien donc ne lui était dû.

Les documents relatifs à l'Allemagne contiennent peu de choses que nous ne sachions déjà, sauf que Roosevelt aurait volontiers confié aux Anglais le contrôle de la Ruhr et de la Sarre (Nous ne comptions décidément pas beaucoup), et qu'au titre des réparations, Staline réclamait deux ou trois millions de travailleurs allemands (nazis de préférence), pour dix ans, afin de les endoctriner et d'extirper le nazisme.

Le seul homme politique qui ait paru garder une lueur de bon sens, à cette époque de folie, est Georges Bidault. De ce dernier, M. Grew écrit le 7 février 1945, qu'il craignait de voir les Russes libérer Von Paulus et prendre en mains le contrôle du gouvernement allemand : un gouvernement dominé par les Soviets à leurs frontières, ajoutait-il, remplit les Français de terreur. S'il comprenait si bien le péril soviétique, pourquoi Georges Bidault s'était-il prêté avec tant d'enthousiasme à toutes les clauses du Plan Morgenthau ?

***

Les lettres relatives à la Pologne ont un caractère dramatique.

Il ne faut, en effet, jamais oublier que c'est pour défendre la Pologne que Roosevelt a forcé les Français et les Anglais à entrer en guerre. Puisqu'il avait fait courir à la Pologne le risque de la destruction, il lui devait de la protéger non seulement contre les Allemands, mais contre les Russes.

De longs mois avant Yalta, il avait accepté le principe d'un déplacement de la Pologne vers l'ouest, mais avait caché tant qu'il l'avait pu, cette concession aux Polonais émigrés aux Etats-Unis afin de garder les voix de ceux qui étaient devenus citoyens américains pour sa réélection à la présidence.

Le 3 février 1945, la veille de la réunion de la conférence de Yalta, M. Arciszewski, Premier ministre du gouvernement polonais en exil à Londres, s'alarmait de voir son pays livré au comité de Lublin. Il faisait envoyer à Roosevelt l'émouvante lettre que voici par l'ambassadeur

américain, vivant dans l'espoir, vain hélas ! que les sacrifices consentis par son pays inciteraient le Président à ne pas transiger sur son indépendance :

Monsieur le Président,

Le sort de nombreuses nations repose, à l'heure actuelle, entre vos mains et celles du Premier ministre Churchill. Le monde entier s'attend à ce que les importantes discussions auxquelles le Premier ministre de la Grande-Bretagne et vous-même prenez part, posent les fondations de la paix future, d'une paix qui apporte aux nations la liberté de conscience et de parole, assure leur délivrance de la peur et du besoin. J'ai le ferme espoir que ces libertés essentielles seront aussi accordées à notre nation qui a combattu sans fléchir pour leur réalisation aux côtés des grandes démocraties américaine et britannique.

J'ai, en particulier, le ferme espoir que vous ne vous prêterez pas à une décision qui mette en danger les droits légitimes de la Pologne ou son indépendance et que vous n'accepterez aucun fait accompli en ce qui concerne la Pologne. Si la paix en Europe doit être durable, elle doit être basée sur le principe de la justice, le respect de la loi, les relations de bon voisinage et l'honnêteté dans la vie internationale.

Pendant que j'écris ces mots, les vies de milliers et de milliers des meilleurs fils de la Pologne sont en danger. Le soi-disant gouvernement provisoire de Lublin a déclaré ouvertement son intention de juger comme traîtres tous les soldats de l'Armée polonaise de l'intérieur et du Mouvement secret polonais. Des arrestations en masse et des déportations ont déjà eu lieu.

Vous savez bien qu'ils ont combattu les Allemands avec vaillance et sans considération de sacrifices pendant les cinq années de l'occupation. Vous leur avez vous-même porté secours. Pendant les jours mémorables du soulèvement de Varsovie, les gouvernements américain et britannique ont reconnu l'Armée de l'intérieur comme partie des forces régulières polonaises combattant avec les Nations Unies.

Aujourd'hui, les vies de ces soldats sont en danger parce qu'ils reconnaissent le Gouvernement polonais indépendant, qui est légal, et parce qu'ils revendiquent avec fermeté leurs droits d'hommes et de citoyens. Je vous supplie donc de presser le Gouvernement soviétique, dont les armées occupent aujourd'hui le territoire de la Pologne, de

donner la preuve de son désir sincère de s'entendre avec la Pologne et d'empêcher l'exécution des plans criminels des hommes de Lublin.

Veuillez accepter, Monsieur le Président, l'assurance de ma très haute considération.

Tomasz ARCISZEWSKI, WINANT.

Le 5 février, M. Grew télégraphiait à Cordell Hull, ministre des Affaires étrangères des Etats-Unis, afin de confirmer un mémorandum du Président Mikolajczyk.

Le Président de la République polonaise en exil avait longtemps repoussé l'idée d'un déplacement des frontières de son pays, mais maintenant qu'il le sentait inévitable, il luttait pour qu'il ne se fît pas dans les plus mauvaises conditions.

Voici la traduction de ce mémorandum :

Le peuple polonais de l'intérieur souhaite de régulariser les relations polono-soviétiques ; il craint que le communisme ne soit imposé à la Pologne ; il place son espoir d'indépendance dans la Grande-Bretagne et les Etats-Unis et préconise une garantie des trois grandes puissances. Les modifications de frontières devraient s'appliquer à toutes les frontières simultanément. Le tracé des frontières orientales devrait être fait à la suite d'un compromis et non par décision unilatérale, la frontière orientale devrait être plus satisfaisante pour la Pologne que la ligne Curzon et l'on ne devrait s'y arrêter qu'en contre-partie d'une garantie de restitution à la Pologne de Dantzig, de la Prusse orientale et des territoires occidentaux pris à la Pologne par l'Allemagne.

Le même jour, M. Grew demandait que le Président Mikolajczyk aille en Pologne former un nouveau gouvernement. Au cas où cette solution ne serait pas acceptée, il suggérait la réunion de délégués du Conseil National d'unité (démocrate) et du Comité de Lublin (communiste). En présence des représentants des trois grandes puissances, ces délégués choisiraient les membres du nouveau gouvernement. A son message, M. Grew joignait la liste des candidats du Président Mikolajczyk.

Aucune de ces solutions ne fut acceptée. Les trois Grands se séparèrent sans être arrivés à une solution concrète au sujet des compensations à offrir aux Polonais à l'ouest. Ils déclarèrent seulement que « la Pologne devrait bénéficier d'une acquisition substantielle de territoire au nord et à l'ouest ».

Staline consentit, pendant quelque temps, à adjoindre plusieurs démocrates aux communistes de Lublin.

Cet échec n'empêcha pas Roosevelt de chanter victoire devant le Congrès de Washington, de déclarer le 1er mars 1945, que les grands alliés étaient restés étroitement unis et que leur objectif était de créer en Pologne une « nation forte, indépendante et prospère », dotée d'un gouvernement qui serait « en fin de compte choisi par le peuple polonais lui-même ».

Au moment où Roosevelt prononçait ces mots, les Polonais suspects aux Soviets étaient chaque jour arrêtés, torturés et massacrés. Il n'était plus question pour eux de choisir la forme de leur gouvernement.

Georges OLLIVIER.

Franklin ROOSEVELT

L'HOMME DE YALTA

par Georges OLLIVIER

Un volume de 250 pages : 585 frs

Adressez votre commande à :

Mme G. COSTON, 8, boulevard Ornano, Paris (XVIIIe)

C. C. P. Paris 8110-10

L'organisation militaire soviétique (III)

VI. — *OPERATIONS ET TACTIQUE.*

Si, en U. R. S. S., l'activité stratégique était entièrement absorbée par le « Stavka », l'opérationnelle était à peu près réservée aux « fronts » et aux armées. Toute manœuvre offensive ou défensive faisait l'objet d'un plan détaillé arrêté par l'un de ces échelons, réglant minutieusement la coopération des diverses armes, ne se bornant pas à fixer des missions mais indiquant des modalités d'exécution et s'efforçant de prévoir les incidents susceptibles de susciter des variantes. Bien que les règlements manifestassent une hantise de la liberté de manœuvre et prônassent sans cesse l'initiative, celle-ci n'était vraiment sensible qu'à l'échelon « front » ; encore y était-elle inférieure à celle d'une armée allemande ou occidentale ; en dessous, toute liberté d'appréciation s'évanouissait devant la peur des sanctions brutales et expéditives qui frappaient tout échec ; il n'y avait plus que des exécutants. Le général Bradley, après sa prise de contact sur l'Elbe avec l'Armée Rouge, disait qu'un divisionnaire russe avait moins de facultés de décision qu'un lieutenant américain. Il en résultait un manque de souplesse souvent retardateur, la reprise meurtrière, sous les mêmes formes, de toute affaire venant d'échouer, l'inaptitude et la répugnance au combat de rencontre. Les seules initiatives naturelles à la troupe en raison de son hérédité paysanne se manifestaient à des échelons très subalternes dans l'infiltration et le combat de nuit ; encore la participation de l'aviation à ce dernier n'allait-elle pas sans maladresse.

Les *attaques,* principales ou secondaires, étaient séparées par de larges intervalles défensifs, leurs axes d'effort, amorçant généralement un enveloppement, frappaient le plus souvent des parties vulnérables de la position ennemie. Elles débutaient, conformément à un processus que les Soviétiques ont dénommé « offensive d'artillerie » et présenté comme une nouveauté originale alors qu'il s'agissait d'une simple extrapolation des grandes attaques françaises à base d'artillerie et de chars de 1917-18 (préparation brève et massive suivie par l'assaut d'un puissant dispositif d'infanterie appuyé par des chars d'accompagnement, des concentrations d'artillerie, l'aviation d'assaut et rythmé par des temps d'arrêt avec remise en garde).

La durée de la *préparation* était d'une demi-heure à six heures ; elle consistait en concentrations violentes sur des carrés étroits exécutées avec des procédés de tir rudimentaires ; la densité normale d'artillerie, sans cesse croissante au cours de la guerre, avait fini par atteindre 300 canons, mortiers ou lance-fusées au kilomètre (1).

Le dispositif d'assaut de l'infanterie était massif : un bataillon sur 650 mètres, une division pour un front de 1.600 à 3.200 ; on a même vu, dans certains cas, 12 lignes successives de fantassins se porter en avant ; les seules manœuvres étaient les débordements résultant automatiquement de l'inondation générale du terrain ; les champs de mines étaient abordés sans précautions préalables (2). Bien entendu, de tels procédés entraînaient des pertes considérables et, somme toute, cette infanterie, constituée des éléments les moins évolués et d'une forte proportion d'allogènes, bien que tenue pour l'arme principale et bien que les autres travaillassent à son profit, fut traitée en chair à canon. Sur ses flancs, progressaient, en réserve, des canons automoteurs ; dans ses rangs :

— le quart environ de l'artillerie agissant en tir direct de 200 à 800 mètres,

— une forte proportion d'antichars poussés très en avant pour parer aux contre-attaques blindées,

— les chars d'accompagnement (moyens ou lourds) soutenus par des automoteurs d'artillerie et disposés sur trois lignes dont les deux premières portaient des groupes de fantassins sur leurs superstructures. C'était une règle absolue mais pas toujours respectée d'employer ces chars, excellents à partir de 1942, en masse et sur de larges fronts et leurs équipages avaient tendance à se grouper sur les crêtes en paquets vulnérables, d'où des pertes souvent sévères. En arrière s'avançaient les brigades mécaniques et la cavalerie prêtes à se lancer en exploitation. Le rythme de progression de l'assaut pouvait atteindre 5 à 10 kilomètres par jour.

Les phases de consolidation rigidement prévues et rigoureusement respectées étaient occupées par l'achèvement de la conquête et le nettoyage du terrain, l'organisation des positions conquises et les parades aux contre-attaques généralement blindées de l'adversaire.

---

(1) Et même 610 devant Berlin alors que la plus forte densité d'artillerie de la guerre 1914-18 (attaque de la Malmaison en octobre 1917) ne dépassait pas 180.

(2) Le maréchal Joukov disait au général Eisenhower : « Les pertes subies du fait des mines, nous les regardons comme équivalentes à celles que nous infligeraient les mitrailleuses et l'artillerie si les Allemands avaient choisi de défendre ainsi le secteur.

L'exploitation déclenchée dès que la rupture de la position ennemie s'amorçait, était menée par les brigades mécaniques ou de chars groupés en corps blindés, suppléées ou renforcées par la cavalerie lorsque le terrain ou la saison l'imposaient (1) et suivies au plus près par les gros. Elle consistait non seulement dans une pénétration en profondeur mais aussi dans l'encerclement puis la fragmentation des zones de résistance révélées (en particulier, les localités importantes) et se transformait progressivement en *poursuite* directe ou parallèle (c'est-à-dire cherchant à devancer l'adversaire). La vitesse pouvait atteindre 20 à 40 kilomètres par jour et les blindés de pointe s'avançaient parfois de 100 kilomètres, mais cette allure se trouvait très vite freinée par la hantise de l'encerclement propre à la troupe russe.

Les positions défensives étaient essentiellement constituées par une zone principale profonde de 1.600 mètres formant barrage de feux continus, précédées d'une vingtaine de kilomètres par une zone d'avant-postes et doublées de zones secondaires successives faites de centres de résistance autonomes et distantes de 4.800 à 8.000 mètres. L'organisation de base originale était la casemate en rondins ; d'autres particularités provenaient du grand nombre des travaux factices et des emplacements pour canons enterrés ainsi que de l'ampleur des champs de mines. La conduite de la défense comportait de nombreuses contre-attaques, d'infanterie, dans la partie avancée ; de blindés, plus en arrière. Les réserves de chars, toujours nombreuses, étaient normalement déployées en rideaux demi-fixes d'appareils enterrés qui se regroupaient pour contre-attaquer. Les grandes formations de réserve générale d'artillerie et particulièrement d'antichars étaient engagées pour tendre des barrages ou « murs d'artillerie » devant les irruptions massives de blindés. L'exceptionnelle aptitude du fantassin russe aux travaux de terrassement, de franchissement, de camouflage ainsi que le nombre des unités de travailleurs de l'arrière réduisaient l'importance du génie, d'ailleurs médiocrement équipé en moyens mécaniques. Organisé en petits bataillons de 164 hommes, il constituait un personnel de moniteurs pour les travaux exigeant une technicité poussée et se consacrait, par ailleurs, aux destructions, aux poses de champs de mines, au maniement des explosifs et des lance-flammes.

La guerre de partisans, comme le combat en retraite, fut imposée par la géographie et les circonstances mais non voulue. Les grandes manœuvres d'encerclement blindées allemandes de l'été et de l'automne 1941 avaient isolé de nombreuses unités qui, réfugiées dans les zones boisées et marécageuses étaient contraintes de brigander pour vivre. Celles-ci furent rejointes, en 1942, par des paysans mécontents lorsqu'il devint évident que l'occupant n'abolirait pas la communisation des terres.

---

(1) Et de plus en plus à mesure que décroissait la puissance des blindés et de l'aviation allemands.

Cette guerre de coups de main et d'embuscades ne fut intense qu'entre mai et août 1943 mais durant lequel sa zone d'activité (à l'intérieur de la ligne Vitebsk-Smolensk-Orel-Kiew-Lvow-Brest-Litowsk-Minsk avec un îlot vers Pskow) se trouva entièrement reconquise par l'armée régulière. Le Commandement suprême la tint pour efficace mais non d'importance foncière : il lui fournit des cadres, s'efforça de la coordonner avec les manœuvres des « fronts » et sa propagande l'exalta d'autant plus que son organisation était confiée au Parti. Cependant, après la reconquête, un grand nombre de bandes continuèrent leur vie de brigandage et durent être réduites par la force.

VII. — *DOCTRINES SOVIETIQUES ET GUERRE FUTURE.*

Depuis dix années qu'ont pris fin les hostilités de la deuxième guerre mondiale, les conceptions militaires soviétiques ont dû évoluer du fait des progrès de l'armement et des changements de la situation internationale. Et voilà que l'arme automatique tactique leur pose, à elles comme aux autres, un problème révolutionnaire. Elles auraient pu aussi se modifier sous l'influence d'une transformation interne du régime mais, de ce point de vue, l'immobilisme a été total. La guerre froide (c'est un terme occidental) et la guerre par satellite interposé ne sont rien d'autre que des prolongements de la politique soviétique d'avant-guerre, des conséquences naturelles du concept marxo-léniniste de lutte permanente entre les mondes communiste et capitaliste. Lénine a posé en principe que : « La stratégie la plus saine consiste à retarder les opérations jusqu'à ce que la désagrégation morale de l'ennemi permette de lui asséner facilement un coup mortel » et rigoureusement dans le même esprit, on professait, en 1952, à l'Académie Frounze que : « L'armée rouge n'est destinée qu'à secouer un arbre portant des fruits pourris ». Jusqu'en novembre 1949, les Soviétiques, transposant dans le domaine politique leur conception stratégique de batailles en séries, insistaient sur la nécessité d'une suite de guerres pour user le monde capitaliste ; depuis, plusieurs membres du « Politburo » ont déclaré que le futur grand conflit verrait la défaite totale du capitalisme mondial ; s'il y a eu une évolution de pensée, c'est donc dans le sens d'un accroissement de confiance dans l'efficacité de la préparation politique et pseudo-pacifique préalable à l'action guerrière néanmoins indispensable, dans un affermissement de l'orthodoxie marxiste.

Entre 1941 et 1945, la puissance de base des forces soviétiques a résidé dans une combinaison, étroitement liée et que je dénommerai continentale, d'infanterie, d'artillerie, de blindés et d'aviation tactique ; la marine, l'aviation stratégique, les aéroportés n'étant tenus que pour des appoints éventuels et les théories, comme celles de Fuller ou de Douhet, qui faisaient du char ou de l'avion une panacée avaient toujours été énergiquement réfutées. Depuis dix ans, la pensée militaire n'a en rien changé pour ce qui concerne les moyens essentiels de la lutte terrestre ; la notion d'action massive et coordonnée des diverses armes est toujours aussi rigoureuse et la seule évolution qui se soit produite est celle imposée par les progrès techniques. L'infanterie a vu sensiblement améliorer son armement et, après

l'expérience de Corée, elle apparaît plus que jamais comme l'arme principale. L'artillerie conserve aussi son auréole de « plus puissant moyen de destruction » ; les lance-fusées à courtes et longues portées s'y sont développés avec l'aide de techniciens allemands et, si l'on a rendu un deuxième régiment d'artillerie aux divisions, les réserves générales restent considérables. Sous l'influence du maréchal Rotmistrov, les chars moyens et lourds, les canons automoteurs se sont perfectionnés mais dans la même ligne qu'avant 1945 et il ne semble pas que le développement, pourtant si inquiétant, des armes à charge creuse ait suscité le moindre doute sur l'efficacité actuelle des blindés. Les divisions d'infanterie ont maintenant un effectif de 11.000 hommes ; les brigades de chars et les brigades mécaniques se sont enflées pour se transformer en divisions blindées (10.500 hommes, 200 chars moyens, 44 lourds, une centaine d'automoteurs, 1 régiment d'infanterie motorisé de 2.000 hommes) et divisions motorisées (12.800 hommes, 120 chars moyens, 60 automoteurs, 3 régiments d'infanterie motorisés) qui se sont, en même temps multipliées, surtout les secondes, au point que la proportion de ces grandes unités par rapport aux divisions d'infanterie est maintenant de 1 à 3 au lieu de 1 à 10 (1).

L'apparition, en Corée, de l'interrupteur Mig 15 et, en quantité moindre, de plusieurs autres types de chasseurs améliorés prouve que l'effort en faveur de la chasse entamé avant 1945 a été poursuivi. Il paraît aussi qu'à l'imitation des U. S. A., les Soviétiques se soient orientés vers le chasseur bombardier à réaction légèrement blindé et puissamment armé comme outil de remplacement des purs avions d'assaut et bombardiers légers. D'après les assez nombreux aviateurs réfugiés en deça du rideau de fer, toutes les imperfections de construction et les insuffisances d'instruction sont loin d'avoir été corrigées malgré des efforts certains. Jusqu'en 1949, le chasseur intercepteur a été tenu comme le moyen de base de défense contre avions (68 p. cent des appareils allemands descendus) ; depuis, l'artillerie antiaérienne autrefois assez maladroite et recourant au « mur de feu » moins efficace que les tirs ajustés, a fait des progrès mais sans éliminer toutes ses infériorités. Il semble d'ailleurs en être ainsi pour toutes les troupes techniques et même les aéroportés, développés non seulement pour agir en liaison avec les troupes régulières mais aussi avec les forces intérieures de subversion. Le service chimique (relevant du génie qui a été renforcé) metteur en œuvre des produits toxiques, fumigènes, incendiaires, s'est vu chargé des bactériologiques ; et l'acharnement des Soviétiques à accuser les U. S. A. d'en avoir usé en Corée est révélateur de leurs intentions à cet égard ; mais nul n'est encore en mesure de préjuger de l'efficacité du moyen.

Dans une guerre future, la position stratégique du principal centre de puissance adverse (les U. S. A.) au-delà de vastes espaces océaniques ou polaires, pose, aux Soviétiques, des problèmes presque entièrement nouveaux, en ce qui concerne : la marine,

---

(1) Toutes les grandes unités américaines sont motorisées.

l'aviation stratégique et les combats en zone arctique. Leur effort de construction navale a porté essentiellement sur les sous-marins : 300 (plus que n'en possédèrent les Allemands) dont un grand nombre tout à fait modernes avec « Schnorkel » et leur capacité de production dépasse probablement celle du Reich de 1941-45. Mais le sous-marin est un engin stratégiquement défensif qui permet de contester à l'adversaire la pleine maîtrise de la mer, non pas de se l'approprier. Le problème du bombardement stratégique à très grande distance est inédit pour les Russes. Ils connaissent d'ailleurs bien leur infériorité à ce point de vue et la reconnaissent indirectement car leur propagande rabaisse systématiquement les performances américaines ou anglaises. C'est symptômatique. Certes, ils ont travaillé pour réaliser des engins capables de transporter la bombe atomique ; ils ont mis en construction un bombardier moyen à réaction et un lourd assez semblable, dans ses grandes lignes, au B 36 américain, mais la guerre aérienne intercontinentale pose bien d'autres questions. Le soldat soviétique est, sans conteste, un des plus aptes à se battre dans les régions polaires mais il n'est lapon ou samoyède que dans une infime minorité et il lui faudrait, comme aux autres, long entraînement et minutieux équipement spécial.

Mais tout cela n'est rien au regard de l'entrée en jeu de l'arme atomique tactique qui, bientôt, fera peser une terrible menace sur les lignes de communications et sur toute concentration. Or, malgré la logistique sommaire, l'armée soviétique serait, comme toute autre, paralysée par l'interruption de ses ravitaillements en munitions et en carburants ; et, plus que toute autre, elle est vulnérable du fait que ses conceptions stratégiques, opérationnelles et tactiques reposent sur l'emploi des masses. Elle se voit donc imposer, non seulement une adaptation aux formes d'une guerre contre l'Occident atlantique, mais encore une totale révolution et ceci dans un temps où sa liberté de pensée est, je vais le montrer, plus étriquée que jamais.

Il est à peu près sans exemple qu'un pays, victorieux dans une grande guerre, n'ait immédiatement après, souffert d'une certaine sclérose de sa pensée militaire. Je pense qu'il est superflu d'insister sur ce point devant des Français de notre temps. Or, jamais les symptômes du mal ne se sont manifestés avec tant d'éclat qu'en U. R. S. S. depuis 1945. On a vu combien étaient diverses et le plus souvent étrangères les origines de la doctrine militaire soviétique. Cependant, dès la fin des hostilités, ces influences, naguère passées sous silence, furent bruyamment désavouées. En 1946, c'est Staline lui-même qui se chargea de renier Clausewitz dont l'œuvre a, paraît-il, vieilli et perdu tout intérêt parce qu'elle appartient à l'ère bourgeoise et capitaliste. Toute référence aux grands penseurs militaires étrangers disparut. Comme la littérature militaire soviétique « classique » se réduisait à quelques lettres ou articles d'Engels, de Lénine et de Staline sur les soulèvements armés, la guerre civile, les forces armées du prolétariat, on l'étoffa en faisant appel aux anciens écrivains militaires ruses. C'était une source assez pauvre, elle aussi, et on eut recours comme évangile au livre de Staline : « La grande guerre patriotique de l'Union des Soviets » (articles, discours, ordres et interviews de 1941

à 1945) ; on le développa, on le commenta, on l'étaya d'études historiques consacrées de préférence aux périodes victorieuses. Ce fut, jusqu'en 1949, presque la seule nourriture de la pensée militaire et cela devint la base de la « doctrine stalinienne ». La mort de l'auteur, en 1953, y changea peu de chose si ce n'est qu'on substitua bientôt le qualificatif « soviétique » au « stalinien ». Le prestige des maréchaux victorieux encore en place, l'orgueil national, la propagande du régime se trouvaient conjointement intéressés à exalter la supériorité du « Savoir militaire soviétique » sur la « pseudo science militaire bourgeoise de l'Occident », à montrer la transformation du matérialisme dialectique et historique en méthode de pensée militaire par la synthèse du marxo léninisme et de l'enseignement guerrier de Staline. Mais il en est résulté, pour la littérature militaire soviétique, jadis si ouverte aux idées étrangères, une infatigable monotonie de forme et de contenu, un complet défaut de compréhension objective et même de curiosité pour les autres points de vue ou façons de penser et l'on est bien obligé de constater que jusqu'à présent, seule la rapide évolution de la technique lui a permis de se renouveler quelque peu. On est même amené à se demander si l'Armée Rouge n'est pas menacée de tomber dans ce piège dont Trotsky l'avait sauvée à sa naissance : l'immobilisme d'une doctrine dogmatique estampillée par le pouvoir politique. A une époque dont une des marques les plus frappantes est l'accélération du progrès matériel et du cours de l'histoire, il y a là un symptôme dont les Occidentaux auraient grand tort de se désintéresser.

Jean PERRE.

La Chine et son expansion

Les cinquièmes colonnes de Mao Tsé Toung.

« *Un jour viendra où 450 millions de Chinois brandiront avec fierté l'étendard victorieux de la révolution nationale en Asie orientale et où ils pourront aider tous les peuples, y compris les Japonais, à briser le joug impérialiste afin de rendre le monde entier bon et heureux dans l'éclat de la nouvelle liberté.* »

Mao Tsé Toung au Congrès national du P. C. chinois en 1936.

« *Nous assumons une responsabilité particulière pour l'avenir des peuples coloniaux et semi-coloniaux d'Asie et d'Australie.* »

Liou Chao Tchi au Congrès des syndicats asiatiques à Pékin en 1949.

« *La République Populaire de Chine garantit les droits acquis et les intérêts des Chinois habitant à l'étranger.* »

Constitution de la République Populaire de Chine, septembre 1954.

L'ASIE DU SUD-EST ET LE COMMUNISME

L'attirance marquée des peuples d'Asie du sud-est pour le communisme peut trouver son explication dans les faits suivants :

1. — Le communisme s'est montré pendant toute la période précédant la conquête de l'autonomie politique le compagnon de route fidèle et patient, l'allié du nationalisme. A l'exception de la Thaïlande, tous les pays d'Asie du sud-est se sont trouvés sous la domination coloniale des puissances occidentales, pour certains pendant plusieurs siècles. Ces mêmes puisssances se trouvent toutes aujourd'hui dans le camp anticommuniste.

Depuis la création du Komintern, les communistes ont toujours cherché — et, comme on le constate, avec un certain succès — à noyauter et à dominer les jeunes organisations révolutionnaires d'Asie dont l'objectif était de détruire le régime colonial.

Ceci explique pourquoi les mouvements nationaux ne pouvaient manquer d'être orientés dans un sens favorable au communisme.

2. — Le chaos économique et la prolétarisation. Même après l'obtention de l'indépendance des différentes nations deux systèmes économiques entièrement différents l'un de l'autre sont demeurés en présence : l'un comme le produit des capitaux investis par l'Occident sous la forme de grandes plantations, de mines et de corporations commerciales, l'autre celui des paysans, petits propriétaires, endettés et soumis à l'influence des marchés étrangers. Bien qu'en raison de la mainmise de l'Etat le premier système enregistre une diminution de sa productivité, l'économie villageoise qui autrefois se suffisait à elle-même, ne cesse de décliner à un point tel qu'en face d'une population croissante et d'une surface cultivable sensiblement égale, une masse sans cesse croissante d'hommes est à la recherche d'emplois en dehors de l'agriculture dont le nombre demeure très faible. Ce prolétariat agricole, toujours plus nombreux et plus misérable cherche alors une amélioration de son sort dans les idéologies extrémistes, ce dont profite le parti communiste.

3. — Le communisme est parvenu à faire admettre par des masses innombrables son « progressisme ». La plupart des nations d'Asie du sud-est ont pu obtenir leur indépendance nationale à la fin de la guerre, toutefois il leur est rapidement apparu que la liberté politique pendant longtemps encore ne créerait pas pour autant un état organisé. Il faut d'abord vaincre les problèmes nés d'une économie chaotique, des abus commis par les bandes, le fonctionnement défectueux de l'administration centrale et peut-être avant toute chose l'état d'esprit dangereusement nihiliste des populations. Dans un tel chaos la thèse communiste apparut sous son vrai jour : la révolution nationale ne peut être qu'un début, la puissance et le bien-être pour tous ne peuvent être obtenus que par une révolution économique et sociale dirigée par le communisme. L'homme qui aspire à un emploi et à un rôle politique, le paysan qui peut à peine vivre sur ses maigres parcelles, l'ouvrier dont le salaire réel diminue depuis la fin de la guerre et tous les autres aux prises avec des difficultés souvent insurmontables en pleine

instabilité politique et dans une période d'insécurité économique totale, tous ces hommes croyaient pouvoir trouver dans le programme communiste la voie du véritable progrès.

4. — Le communisme fut considéré comme le moyen le plus rapide dans la conquête de la puissance politique et économique. De nombreux chefs politiques d'Asie du sud-est ne considèrent certes pas le programme communiste comme le meilleur, mais il leur apparaît comme la voie la plus courte vers la stabilité politique et la puissance économique et militaire. Ils pensent qu'une nation essentiellement agricole, comme le sont tous les pays d'Asie, a besoin d'un rapide développement économique pour procurer un emploi à ses millions d'hommes et pouvoir subsister dans le monde actuel. Etant donné que l'assise sociale nécessaire à une économie d'entreprise capitaliste fait presque totalement défaut dans toute l'Asie du sud-est et qu'un développement économique axé sur une économie libre avantagerait uniquement les bailleurs de fonds chinois et indiens ils pensent — et le nombre de ceux qui appuient cette tendance croît chaque jour — que seule une économie planifiée fortement collectivisée analogue à celle que connaît le communisme serait à même de résoudre ces problèmes.

LA TACTIQUE POLITIQUE

Les régions qui selon les décisions de Moscou et Pékin doivent d'abord être communisées correspondent territorialement à ce que le Japon déclarait il y a quatorze ans faire partie de sa sphère de prospérité grande-asiatique, en exceptant provisoirement les Philippines. Quand les alliés occidentaux eurent déjoué les plans japonais non sans avoir profité de l'action des groupes de résistance antijaponais armés par leurs soins et endoctrinés par les communistes, ils durent dès la défaite du Japon lutter contre ces bandes utilisant les armes alliées stockées contre leurs « libérateurs ». Grâce à l'emploi brutal de ces troupes de choc le communisme put s'assurer l'avantage par rapport aux autres mouvements issus de la résistance et acquérir une influence prépondérante dans la nouvelle organisation sociale, politique et économique dont l'Asie du sud-est avait le plus grand besoin.

Il ne fait pas de doute que ni l'Union Soviétique, ni la Chine populaire n'appuient ouvertement et dirigent les différents mouvements communistes. Il n'existe pas aujourd'hui encore d'appareil politique institué Kominform d'Asie orientale. Tou-

tefois, le Comité de liaison asiatique et australasiatique de la Confédération Mondiale des syndicats et le Comité pour la Paix mondiale pour les territoires asiatiques et pacifiques constituent un moyen facile pour les communistes de diriger et coordonner toutes les activités communistes en Asie orientale et du sud-est. L'intervention dans la guerre de Corée, l'appui fourni au Vietminh et le rôle actif joué dans le mouvement « Pays Thaï libre » sont autant de preuves visibles de la volonté de la Chine communiste de diriger la révolution démocratique-populaire en Asie.

Les dirigeants chinois ont suffisamment le sens des réalités pour reconnaître la position essentielle occupée aujourd'hui en Asie par les pays neutralistes (encore que pour des raisons dogmatiques ils soient contre tout neutralisme) et admettre la nécessité d'être en bons termes avec eux. Tchou En Lai a déclaré à Bandoong que la Chine communiste abjurait le traditionnel impérialisme chinois.

« Coexistence pacifique », « Lutte contre le réarmement japonais et allemand », « L'interdiction des armes atomiques » et la « conclusion d'un pacte entre les cinq puissances », telles sont les solutions couramment présentées. Les déclarations communes sino-indiennes et sino-birmanes de juillet 1954, renouvelées à Bandoong indiquent que l'on s'engage à respecter les cinq principes : 1) Respect mutuel de l'intégrité territoriale ; 2) Non-agression ; 3) Non-ingérence dans les affaires intérieures de l'autre Etat ; 4) Egalité et avantages réciproques ; 5) Coexistence pacifique, comme l'exemple parfait de la collaboration entre Etats et comme une étape sur le chemin de la paix collective en Asie.

Il est clair que pour Pékin tous les pays sud-asiatiques doivent être communistes, mais non moins évident que ce résultat ne sera pas atteint d'un seul coup. Les expériences de la guerre de Corée ont montré à la Chine que l'emploi de la force n'était pas toujours payant et l'ont incitée à adopter une tactique plus souple. L'encouragement donné au neutralisme vise à soutenir indirectement l'action des partis communistes locaux. Mais c'est surtout en faisant appel aux minorités chinoises plus ou moins importantes implantées dans les différentes nations sud-asiatiques que la Chine cherche à affirmer sa prédominance dans chaque région. Si Pékin réussit à gagner à sa cause la majorité des Chinois d'outre-mer, les communistes disposeront d'une extraordinaire cinquième colonne.

Quels sont ces Chinois ? Dans quelles conditions locales vivent-ils ? Quelles sont leurs relations avec la Chine ? Quelle

est leur opinion sur le Kuomintang et les communistes ? Que fait le gouvernement de Pékin pour les utiliser comme réserves dans la réalisation de ces plans ?

L'EMIGRATION VERS LE SUD

Ces Chinois ont afflué depuis des générations venant par mer vers le Nanjang (la mer du Sud, terme chinois désignant l'Asie du sud-est) à partir des deux provinces côtières du Foukien et du Kwantoung. Leurs jonques ont abordé dans toutes les baies, dans toutes les embouchures. Leurs marchands y fondèrent de petites colonies qui s'allièrent pendant de longues périodes avec les populations autochtones d'Indochine et de Malaisie. Les vieilles villes du sud de la Chine commerçaient avec l'Inde et l'Arabie à une époque où l'empire romain n'en était encore qu'à ses débuts. C'est par leur intermédiaire que se faisait le commerce de l'ambre jaune, de l'ivoire, de l'ébène et d'autres essences précieuses, des remèdes, des épices et des pelleteries rares.

C'est sous la dynastie des Tang, c'est-à-dire aux VIIe et VIIIe siècles de notre ère, que le commerce chinois s'est largement étendu en Asie du sud-est. Le même phénomène se reproduisit sous la dynastie des Soung au cours des XIIe et XIIIe siècles. Souvent la Chine revendiquait le pouvoir politique dans la plupart des pays sud-asiatiques et il fut exercé pendant la domination mongole et à l'époque des Ming. A cette époque les Chinois vivant en permanence dans tous ces territoires étaient peu nombreux, car malgré l'énorme puissance et l'extension territoriale prise par leur pays, ils vivaient presque tous sur leur propre territoire à l'avènement de la dynastie des Tching, il y a 300 ans. C'est seulement au XIXe et au XXe siècles que les Chinois débordèrent largement le cadre de leurs frontières. Ce phénomène avait diverses causes. D'abord l'accroissement important de la population sous le règne bienfaisant du premier empereur mandchou, ensuite l'amélioration des moyens de communication, le développement économique dans les territoires du Pacifique grâce à l'action des puissances coloniales occidentales et enfin, en dernière analyse le chaos politique régnant en Chine. Quoique la majeure partie des mouvements de populations se soit effectuée à l'intérieur des territoires relevant de la souveraineté chinoise (en particulier en Mandchourie et en Mongolie intérieure) l'émigration vers les pays situés immédiatement au sud de la Chine n'en est pas moins considérable. Au cours des premiers siècles il ne s'agissait que de marchands qui émigraient et allaient s'établir dans les principaux

ports. Un nouveau chapitre de l'émigration vers le Nanjang commença lorsque les puissances maritimes européennes entreprirent de se bâtir des empires en Asie, lorsque le commerce et les bénéfices qu'il procurait n'étaient plus les seuls à attirer les émigrants mais aussi l'assurance de gagner sa vie par un travail manuel peut-être moins lucratif. La structure sociale des communautés chinoises d'outre-mer s'en trouva modifiée. Le Chinois apparut aux autochtones sous un jour différent de celui qu'ils avaient connu pendant des siècles. Les Chinois avaient toujours été les hommes du milieu grâce auxquels le paysan pouvait échanger sa récolte contre des cotonnades et des outils. Ils avaient toujours été les bailleurs de fonds dont on pouvait toujours obtenir un prêt même à des intérêts usuraires. Ils fabriquaient toujours chez eux des objets que les autochtones n'avaient jamais appris à fabriquer. Et maintenant suivant les prescriptions des blancs, ces Chinois commencèrent à entrer en concurrence dans les ports, dans les mines et dans les plantations avec les travailleurs locaux en vue d'occuper des emplois salariés.

10 *MILLIONS*

Selon toute vraisemblance, il n'y a guère moins de 10 mil-millions d'hommes. (Le chiffre des Chinois d'outre-mer arrêté au 30 juin 1954, n'habitant pas seulement dans le Nanjang, avancé par le gouvernement de Pékin est de 11,7 millions). Cette faible proportion par rapport à l'ensemble de la population de ces régions (6 %) n'explique pas la raison de leur importance économique et sociale.

On les trouve pratiquement partout en Asie du sud-est. Ils y contrôlent le commerce du riz, de l'étain et du caoutchouc ou y prennent une large part. Ils participent aux grands investissements. Ils sont aussi souvent les créanciers de la population locale peu douée pour l'équilibre de ses finances.

De nombreux Chinois sont toutefois très pauvres, immédiatement au-dessus des ouvriers sous contrat, beaucoup sont coolies conducteurs de pousse-pousse, d'autres artisans, petits commerçants et quelques-uns multi-millionnaires.

Tous les Chinois, riches ou pauvres, possèdent trois traits communs : l'assiduité au travail, l'économie et un grand respect pour la terre de leurs ancêtres. Ils sont fiers de leur civilisation. Bien souvent très éloignés de la Chine, ils vivent quand

cela est possible dans des maisons de style chinois, ils conservent leur langue et leurs habitudes et créent leurs propres communautés fermées. Quelques-uns seulement des premiers émigrants, en particulier au Thaïlande et en Birmanie, se sont alliés aux populations autochtones. La plupart d'entre eux ont laissé leur famille sur le continent et leur envoient de l'argent pour subvenir à leurs besoins.

Ils créent des familles et recherchent leurs amis les plus intimes dans leurs propres sociétés secrètes, dans leurs corporations et leurs organisations. Toute mesure qu'ils sont dans l'obligation de prendre, que ce soit pour leur bien-être ou leur défense, est arrêtée en commun avec la famille, ou la communauté. A Singapour par exemple, les membres du « Club des Millionnaires » se rencontrent chaque semaine pour jouer au poker ou au majonc, c'est au cours de ces réunions que sont décidées les mesures essentielles touchant l'ensemble de la communauté chinoise forte de 900.000 hommes. A Bangkok la Swato Association contrôle les cinq sixièmes de la population chinoise vivant dans la capitale thaïlandaise. Les puissantes Chambres de commerce que l'on rencontre dans chaque ville sud-asiatique contrôlent l'activité des communautés chinoises. Presque toutes ces villes possèdent un énorme quartier véritablement chinois se détachant nettement des autres. On y trouve des milliers de petites échopes, les Chambres de commerce chinoises, les banques chinoises avec leurs succursales dans le monde entier, les temples chinois, les théâtres et les lieux de plaisir, les restaurants chinois et les écoles chinoises. Les Chinois constituent ainsi un élément particulier inassimilable de la population.

Mais partout en Asie du sud-est les jeunes gouvernements locaux ont fait pression sur les communautés chinoises ; leurs membres furent considérés et traités comme de véritables citoyens de seconde classe. Avant la dernière guerre de nombreuses nations sud-asiatiques ont freiné l'immigration chinoise et promulgué des lois leur portant préjudice sur le plan économique. Après la guerre d'autres mesures restrictives ont été prises. C'est seulement en Malaisie où les Anglais s'étaient efforcés depuis longtemps de provoquer une fusion politique entre Chinois et Malais, que les lois antichinoises furent plus souples.

Cette contrainte croissante amena les Chinois à placer la défense de leurs intérêts économiques sur le plan purement politique. Dans le passé ils plaçaient leurs voiles dans la direction où soufflait le vent politique. Ils se refusaient à prendre des

décisions qui auraient pu mettre en danger leurs possibilités de gain. Ils voulaient uniquement qu'on leur permît de gagner de l'argent sans grande intervention de l'extérieur. Maintenant ils doivent observer exactement les mesures prises contre eux par les gouvernements locaux, limiter le progrès du communisme chinois et, en considérant que la Chine communiste progresse dans une large mesure en Asie, chercher à tirer profit, même quand ils le savent, de ce que le régime de Pékin les utilise comme l'instrument de sa politique.

LA RESERVE SOVIETIQUE

Dans son ouvrage « Les droits des peuples exploités » paru en janvier 1918 Lenine a fixé les objectifs fondamentaux de la révolution asiatique. Il recommandait à l'époque de concentrer beaucoup plus l'action politique sur l'antiimpérialisme que sur la lutte de classes et l'emploi de la force. Il existait une longue liaison entre le Komintern et l'Indochine, la Malaisie et l'Indonésie. Entre 1925 et 1935 plus de deux cents révolutionnaires de chacun de ces pays furent formés à l'académie Lénine de Moscou. Le Komintern organisa à Shanghaï le syndicat des travailleurs du Pacifique et la Ligue contre l'impérialisme au sein desquels on endoctrina le « prolétariat asiatique ». Ils menaient une propagande active contre les capitalistes étrangers et les impérialistes et se déclaraient en faveur de réformes agraires et de l'industrialisation suivant le mode soviétique.

Toutefois, jusqu'à ces dernières années, en fait jusqu'à la victoire des communistes en Chine, le Komintern ou les organismes qui lui ont fait suite, n'étaient pas d'accord sur la poursuite des grandes lignes de la révolution, par exemple dans la question du rôle de la bourgeoisie nationale, du Front populaire, du rôle joué par l'Union Soviétique dans la révolution, du rôle des paysans et de l'attitude à l'égard des communautés religieuses. Il existait une influence stalinienne mettant l'accent sur la reconnaissance de l'Union Soviétique en tant que chef de file des dictatures prolétariennes et symbole de l'émancipation des peuples opprimés. Staline conseilla toujours de s'en maintenir fermement aux objectifs à longue échéance mais d'aller jusqu'à la souplesse la plus extrême dans l'exécution tactique des décisions. Il prédit également que la Chine devait devenir le pôle d'attraction de tout l'Extrême-Orient et que la Chine révolutionnaire, alliée à l'Union Soviétique, constituerait le facteur essentiel de la politique mondiale.

La politique actuelle de l'Union Soviétique par rapport à

l'extension du communisme en Asie tient compte des possibilités réelles de la situation. Elle a tout à gagner en laissant l'initiative à Mao Tse Toung, en soutenant la Chine à toute occasion, en en faisant l'éloge. Ils demeurent partout en Asie du sud-est à l'arrière-plan afin d'éviter d'apparaître comme de nouveaux impérialistes. Ils se conduisent avec la même réserve, même au cours des négociations commerciales. Les Soviets font preuve d'un désintéressement total à l'égard des activités communistes dans chaque nation et on peut aisément admettre qu'ils n'hésiteraient pas à sacrifier des organisations communistes locales et même chinoises, s'ils pensaient pouvoir ainsi se rapprocher de leur objectif principal : l'affaiblissement de l'Amérique et de l'Europe occidentale.

SUR LES VOIES DE LA TRADITION

Finalement depuis l'Empire des Han, il y a deux mille ans, l'impérialisme chinois vers le sud suit une tendance historique. Autrefois cette poussée vers le sud ne répondait qu'à des objectifs de conquêtes politiques, aujourd'hui elle est en plus déterminée par une inexorable nécessité vitale.

Si l'on songe à la pression croissante de la population en Chine alors que les surfaces cultivables sont presque totalement utilisées et aux faibles possibilités d'extension vers les régions intérieures de l'ouest comme vers le Sinkiang, le Tchinhai, le Sikang et le Thibet (bien que la Chine nouvelle l'ait placé sous son contrôle) car chacun de ces territoires n'est constitué en majeure partie que de montagnes, de steppes et de déserts et qu'elle ne peut pas non plus s'exercer vers les territoires presque vides de Sibérie orientale pour des raisons topographiques et climatiques, sans parler des politiques et qu'en conséquence l'axe principal de cette expansion ne peut s'incliner que vers le sud, le Nanjang où se trouvent des régions offrant des excédents agricoles, quand en outre on aura songé au fait que la Chine manque de la plupart des matières premières essentielles à sa grande entreprise d'industrialisation et au développement technique de son appareil militaire alors qu'elle peut les trouver en grande quantité en Asie du sud-est et que ces ressources assurent actuellement la suprématie économique de l'Occident, celui qui songe à cet ensemble de faits, sait qu'en face de la puissance et du dynamisme de la Chine nouvelle l'idée d'une Asie du sud-est dominée par elle n'est pas un rêve communiste mais constitue une menace réelle pour tous les peuples et naturellement aussi pour l'Occident. La Chine constitue com-

me le déclarait le premier ministre de Ceylan, Kotelawala, tantôt « une sombre énigme », tantôt « un funeste géant qui dresse son ombre sur les nations voisines asiatiques et pèse sur le destin de l'Orient ».

Cela est aujourd'hui excellent pour les Chinois vivant dans le Nanjang, quand bien même ils savent qu'une victoire définitive du communisme en Asie du Sud-Est signifierait probablement aussi la fin de leur liberté économique et pour la plupart d'entre eux, celle de leur prospérité. Mais ce dont ils ont un besoin pressant, c'est d'une protection contre les mesures économiques dont ils sont l'objet des peuples qui les hébergent, contre leur hostilité et leur jalousie, protection que seule peut leur donner l'autorité puissante de la nouvelle Chine.

Le régime de Pékin utilise à son profit ces sentiments. Par radio ou à l'aide de tracts, il promet cette protection et avertit les gouvernements des conséquences qui pourraient résulter pour eux des préjudices causés aux minorités chinoises. L'opinion des Chinois du Nanjang à l'égard du gouvernement de Pékin a changé à plusieurs reprises depuis que le Kuomintang a été chassé du Continent.

La plupart saluèrent d'abord l'avènement de la Chine nouvelle, encore qu'ils aient fait montre d'une méfiance certaine à l'égard du communisme et en particulier de l'alliance de la Chine avec la Russie. Ils avaient toujours rêvé d'une Chine puissante et Mao Tsé Toung semblait l'avoir créée.

Ils désenchantèrent bientôt. Des millions de dollars leur furent extorqués sous la menace de voir leurs familles, restées en Chine, fusillées. La réforme agraire, la liquidation des grands propriétaires terriens et les mesures de socialisation de l'économie privée ne révoltèrent pas seulement les possédants. Il y eut et il y a aujourd'hui encore et toujours plus de Chinois qui pourraient dépeindre exactement la Chine nouvelle. Ils sont peut-être allés en Chine comme hôtes du Gouvernement et un grand nombre d'entre eux ont vécu quelque temps dans leurs villages natals. Mais avant leur retour pour l'outremer, on les a avertis contre tous propos défavorables sur ce qu'ils ont vu, car autrement leurs parents, restés en Chine, en supporteraient les conséquences.

Naturellement, il existe partout encore des Chinois d'outremer influents qui défendent la cause de Tchan Kei Chek. A Hongkong, et en Birmanie, où l'on est mieux renseigné sur les événements réels en Chine, on rencontre encore un fort courant

contre le communisme. A Hongkong, on fait certes des affaires avec les communistes, mais on s'efforce en même temps de les ridiculiser et on ignore leurs journaux officiels.

Mais depuis que l'immensément riche et très puissant Tan Kah Kee, ancien juge d'honneur de Singapour, se trouve à Pékin d'où il lance des appels radiophoniques à ses compatriotes du Nanjang, en qualité de membre du comité exécutif, les communistes ont fait un grand bond en avant dans la réalisation de leur objectif visant à utiliser pour leurs plans de conquête, la fraction la plus évoluée des Chinois d'outre-mer. Un des résultats immédiats et essentiels de ce revirement réside dans la rapide augmentation des transferts d'argent des Chinois du Nanjang vers la Chine continentale (on les estime à 350 millions de dollars pour le premier semestre de 1955, ce qui, compte tenu des difficultés croissantes créées par les gouvernements sud-asiatiques en vue de limiter ces transferts, constitue un résultat remarquable).

Bien entendu, la propagande communiste fait usage exclusivement des slogans nationalistes dans lesquels on ne parle que d'une grande et même patrie chinoise. Mao Tsé Toung sait par expérience que les idéologies sont de peu d'importance dans le combat pratique pour le pouvoir, qu'elles peuvent même être préjudiciables comme actuellement dans le Nanjang. Le nationalisme ou les désillusions à l'égard du Kuomintang ou encore le soin de protection sont de meilleurs alliés.

Il existe à Pékin, un service spécial chargé des Chinois d'outre-mer auquel des asiates éminents d'autres nations appartiennent. Des associations locales formées par d'anciens Chinois d'outre-mer, ne manquent ni prétexte, ni occasion de faire de la bonne camaraderie et de la propagande. Dès le début, le régime de Pékin s'est efforcé de s'assurer la loyauté de la jeunesse née outre-mer, tandis qu'il lui promettait des bourses et des postes responsables en Chine. Chaque mois, des milliers de jeunes Chinois répondent à cet appel et il est évident que par leur intermédiaire, le communisme s'étendra largement parmi les Chinois d'outre-mer. La procédure des transferts d'argent en provenance de l'étranger a été assouplie et on a supprimé les impôts sur les biens de productions amenés de l'étranger. Le gouvernement se tourne avec un certain succès vers les Chinois d'outre-mer en faisant appel à leurs capitaux et à leur participation aux industries nationales.

La promesse de garantir les droits héréditaires et les intérêts des Chinois d'outre-mer a même été inscrite dans la nouvelle

constitution de septembre 1954. Pékin formule carrément des reproches à l'encontre des gouvernements sud-asiatiques accusés de favoriser l'impérialisme occidental, il lutte contre les investissements de capitaux occidentaux (mais omet soigneusement de parler de ceux des Chinois d'outre-mer) et s'indigne des bases et de l'aide militaires des Américains. Les gouvernements ne peuvent se défendre qu'en se référant aux décisions communes de Bandoeng relatives à la non-immixtion ou autrement s'enfermer encore plus rigoureusement dans le neutralisme qu'ils ont eux-mêmes choisi.

Edward SOLICH.

NOTRE TRIBUNE LIBRE EUROPEENNE

Au contraire de beaucoup d'Européens, l'Europe n'est pas pour nous une de ces clauses de style dont l'utilité est avant tout de permettre de clore dignement l'exposé de nombreuses questions en élevant le débat. Elle est une des raisons premières qui nous a rassemblés en même temps qu'une dimension essentielle de tout problème politique. Nous ne le disons pas assez et nous finissons peut-être même par l'oublier. Nous avons donc voulu ouvrir une chronique européenne et cela un peu sous forme de Tribune Libre. Voici pourquoi.

D'une part, beaucoup de nos amis, de ceux dont les idées sont proches des nôtres, pour l'action desquels nous éprouvons de la sympathie, ne sont pas « européens ». Parfois simplement la question ne semble pas exister pour eux.

D'autre part, nous avons une sympathie spontanée, naturelle pour ceux qui se disent « européens », *a priori* nous leur croyons de bons réflexes politiques et nous pensons même que cela doit rapprocher sur beaucoup d'autres points leur pensée de la nôtre. Mais ils appartiennent souvent à des formations très éloignées.

Enfin les conséquences de l'idée d'Europe ne sont parfois pas bien dégagées, même à nos propres yeux, et c'est un terrain qu'il faut déblayer avec une certaine liberté de demarche.

C'est pourquoi il nous a semblé qu'une forme très libre était nécessaire à cette chronique. Nous souhaitons y donner des vues des Revues européennes (européennes aux deux sens du mot : en Europe et pour l'Europe), provoquer des discussions, instaurer des débats, inviter parfois tel ou tel à exposer très librement son point de vue.

Un des premiers domaines sur lequel nous nous efforcerons d'apporter un peu de clarté et de dissiper si possible quelques contradictions, c'est celui des rapports de l'Europe et de l'Union française, disons de l'Afrique du Nord. Les malentendus abondent : entre défenseurs de la présence française, entre européens de France, parfois entre nous et nos camarades d'autres pays. Nous croyons qu'il faut porter la lumière de ce côté pour mettre un peu de vie et voir toutes les poussières et les toiles d'araignées que les années ont accumulées. Pour cela, la liberté et la prudence sont également nécessaires. Une tribune libre peut les assurer toutes deux. Nous n'engagerons personne. Chacun parlera en son nom. Nous espérons ainsi avancer d'un bon pas.

Bernard VORGE.

Les Livres du mois

LES LIVRES POLITIQUES

AUGUSTIN COCHIN :

LES SOCIETES DE PENSEE ET LA DEMOCRATIE MODERNE

(*Plon, éditeur*).

Augustin Cochin repousse l'idée de complot dans la révolution de 1789. Il ne s'est pas arrêté à l'action du duc d'Orléans et de ses agents au Grand-Orient. Mais s'il laisse peu de place aux grands hommes dans le mécanisme de l'action maçonnique, alors que M. Bernard Fay leur en concède peut-être trop. Augustin Cochin a, mieux que quiconque, dégagé les lois du travail dans *les sociétés de pensée*, c'est-à-dire des loges, cercles ou clubs révolutionnaires dont les membres ne sont pas réunis en vue d'une réalisation, mais pour causer et imposer cette *volonté générale*, qui n'est pas la volonté de tous, mais « le produit même de la collaboration permanente et consciente instituée par le régime contractuel » de la société « parfaite ». Curieuse société dont les adeptes ne sont pas réunis par la vérité, mais pour elle : afin de la définir et de la faire triompher « par le mystère de la loi », « sous les espèces sensibles du sacrement de Vote ! ».

Cette « machine » sociale d'où s'éliminent d'eux-mêmes les hommes d'action, les grands réalisateurs, et où triomphent les orateurs et les « tireurs de ficelles », soumet ses membres à un entraînement et à un triage qui expliquent les « épurations » successives qui l'ont transformée, de la création du Grand-Orient (1773) au Jacobinisme de 1795.

Les lois du « machinisme social » sont éternelles ; l'immense mérite d'Augustin Cochin est de les avoir trouvées.

Ses découvertes renouvellent les études historiques et permettent de départager les amis de Taine et ceux d'Aulard. Le premier a exposé les faits d'une façon magistrale, mais il est resté obnubilé par des considérations psychologiques qui n'expliquent ni la cause du drame, ni ses horribles conséquences, simples produits d'un « travail social » contre nature. Tenant de la « défense républicaine », le second a écrit une œuvre incomplète et partiale, sans aucun rapport avec la réalité.

La clé trouvée par Augustin Cochin lui permet de montrer d'une façon lumineuse comment la Franc-Maçonnerie a désagrégé la « matière votante » pour assurer le succès de ses candidats aux élections de 1789, comment, par exemple, le petit groupe des avocats maçons de Dijon a joué de l'argument du « fait accompli » et la « conformité sociale » pour imposer en quelques mois un programme auquel la majorité des électeurs n'auraient pas pensé et auquel les membres du parlement provincial étaient opposés. Elle permet surtout de comprendre comment le gouvernement à rebours du Petit Peuple des sociétés de pensée a conduit au terrorisme, à la création du Bureau de surveillance de l'exécution des lois et de la police politique la plus terrible que les hommes de l'Ancien Régime aient jamais connue.

Cette clé nous ouvre aussi les secrets du fonctionnement de la Franc-Maçonnerie contemporaine et de toutes les organisations « profanes » issues d'elle. Augustin Cochin cite, d'ailleurs, en passant, quelques-unes des règles suivies par les *wire pullers* des grands partis américains.

La réédition de son livre complète heureusement *La Révolution et la libre pensée,* objet d'un nouveau tirage, l'été dernier.

G. O.

PHILIPPE D'ESTAILLEUR CHANTERAINE : *L'AFRIQUE A LA CROISEE DES CHEMINS* (*Maroc, Algérie, Tunisie*)

(*Editions de la Pensée Moderne,* 19, *quai St-Michel, Paris* (5*e*)

« L'éveil du nationalisme arabe » est une formule simpliste et commode qui permet à des politiciens et à des journalistes sans scrupules de se faire les champions d'une propagande dont les effets ont été, jusqu'à présent, désastreux pour la France.

Dans un petit volume, très dense, de deux cents pages, M. Philippe d'Estailleur Chanteraine montre que certaines situations ne sont pas si nouvelles que veulent bien le prétendre les publicistes ignorants ou intéressés, son histoire du flux et du reflux des relations arabo-berbères, presque toujours compliquées par des influences étrangères, est riche d'enseignements.

En libérant Arabes et Berbères du joug turc, la France s'était donné les moyens d'une domination rapide et complète des territoires qui constituent aujourd'hui l'Algérie : l'aveuglement des parlementaires compliqua singulièrement la tâche des militaires et permit à Abd El Kader de profiter de secours marocains et anglais pour nous tenir tête longtemps.

M. d'Estailleur Chanteraine donne des détails précis sur les réalisations de la France en Algérie : il cite des chiffres que devraient bien consulter les détracteurs, français et étrangers, de notre œuvre.

Il donne ensuite des renseignements très utiles sur le développement de l'économie tunisienne, développement dû à la France, qui a été appelée à occuper le pays pour protéger le Constantinois contre de dangereuses incursions. Là encore, il cite quelques discours qui montrent le degré de clairvoyance de politiciens, cependant célèbres, de la IIIe République.

Puis M. d'Estailleur Chanteraine retrace les conditions dans lesquelles nous avons été amenés à nous installer au Maroc. A ce propos, il rappelle fort utilement la définition que Lyautey avait donnée du protectorat et publie des chiffres éloquents sur les résultats des quarante années de notre travail dans cet empire.

Si le régime ne faisait pas de la France « l'homme malade de l'Europe », toute licence ne serait pas donnée à des trublions qui se grisent des mots d'intégration, assimilation, fédéralisme auxquels ils ne comprennent rien, de même qu'ils confondent panislamisme et panarabisme et oublient cet adage d'Abd El Kader lui-même qu'en pays arabe, la justice est inséparable de la force des armes.

Comme M. Pierre Fontaine, M. d'Estailleur Chanteraine insiste sur le fait que c'est à Paris que nous perdons l'Afrique du Nord. Disons avec lui qu'il est grand temps de rompre avec l'idéologie, de mettre un terme à la trahison et de laisser aux hommes qui connaissent les traditions et les ressorts des civilisations arabes et berbères redresser une situation dont à la longue ne peuvent profiter que les Soviets et les trusts étrangers.

G. O.

LES ROMANS ET LES ESSAIS

« *L'AMOUR MONSTRE* », de Louis PAUWELS (*Editions du Seuil*).

Le roman de Pauwels unit une extrême intelligence à une très spontanée vision romanesque des choses. Il n'est donc pas vrai qu'il soit impossible à ces qualités de se rencontrer.

Dans une sorte de préambule, l'auteur nous expose d'une façon très originale, non pas peut-être le *sujet* du livre, mais plutôt le *thème*. « Ma vie, c'est un vrai roman. On s'aimait, elle ne m'aime plus... ». Le marchand de coqs aimait bien sa femme, mais ils n'avaient pas d'enfant. Ils devinrent secs, chacun à leur manière d'homme et de femme : lui actif, âpre, peureux ; elle, ironique, avec parfois du vague à l'âme et des retours sur ce que lui avait donné l'existence. Elle tomba amoureuse de son médecin. Celui-ci était l'amant d'une jeune veuve. Tout le monde se défendit, s'interrogea sur la souffrance. Ceux qui d'emblée s'étaient trouvés, furent séparés et aidèrent les autres à se rejoindre.

Le récit commence ensuite sur un ton très quotidien. Le style en est quelque peu rugueux, tout en associations intuitives. On a dit qu'il aurait pu être plus châtié, c'est ne rien comprendre à la nature même des événements en cause. Puis, peu à peu, des données les plus concrètes des affrontements sentimentaux et d'imagination, l'action enfle et s'élève. L'horizon change. La vraie nature démoniaque des amours du médecin et de la jeune veuve apparaît. C'est le Sabbat qui les a unis, dit-on !

Sommes-nous dans le ton du roman métaphysique et surréel ?

Pas le moins du monde. Le Sabbat en question, c'est d'abord l'imagination collective de la ville devant un amour immédiat et irrépressible. Entre le ménage du marchand de coqs et l'amour du médecin se trouve le jeune avocat, resté les dents serrées sur une enfance maigrelette, qui se nourrit méchamment de la vie d'autrui et appelle ce démon collectif à son aide pour émouvoir la pâle épouse dont il n'a pu trouver le corps par ses propres forces.

Il faudra finalement pour retrouver l'existence paisible arrêter le médecin, le convaincre de satanisme et le brûler sur le bûcher public.

C'est là un roman tout à fait remarquable, témoignant d'un sens très aigu des frontières subtiles entre le réel et le surréel au sein du quotidien le plus assuré. Aucun arsenal fantasmagorique. Simplement un extraordinaire sens de la présence des corps, et de l'importance des *physiologies*.

A vrai dire, ce qui semble avoir le plus retenu Pauwels, autour de quoi il a tourné sans l'aborder franchement, c'est le problème de la *rencontre* au sens de « Nadja » d'André Breton, de la brusque révélation où se nouent le désir, l'idée, et le hasard objectif. Le lien qui unit le médecin et Madeleine est tout à fait situé sous ce signe stellaire. Mais on ne semble pas vouloir aborder ce domaine. Tout au plus nous laisse-t-on entendre que ces rencontres se trouvent favorisées ou empêchées par la manière dont on se comporte vis-à-vis de la sexualité. Idée d'ailleurs très passionnante et très proche de Gurdjieff.

Cela fait aussi de « L'Amour monstre » un admirable roman sur l'amour. Non pas, malgré des apparences, l'amour-passion au sens de Denis de Rougemont : celui qui repose sur un goût de la mort, une fuite dans le rêve par peur de la vie. Au contraire, ce dont témoigne le livre de Pauwels, c'est de l'irréalité et de la fausseté absolues d'une vie commune — durerait-elle la vie entière — où les corps ne se sont pas rencontrés. C'est aussi de l'union profonde entre la sexualité et l'imagination.

Louis Pauwels nous a donné là un roman très original — et tout à fait dans la ligne de ses préoccupations antérieures — qui laisse un moment perplexe, mais qui révèle à coup sûr, malgré des aspects un peu voulus, un écrivain d'un type aujourd'hui très rare, le contraire d'un fabricant.

Bernard VORGE.

« 325.000 *FRANCS* », de Roger VAILLAND (*Editions Corréa*).

« C'est la bourgeoisie qui a fait de l'argent une chose sacrée qui exige le mystère », dit le narrateur. Contre cette mauvaise pudeur ambiguë, Roger Vaillant réagit d'emblée, titrant ce récit d'un allant et d'une verve admirables : « 325.000 francs ».

A Bionnas, petite ville du Jura, Bernard Busard dispute, au sein de l'équipe amateur de l'Etoile, le Circuit annuel. Il aime la course, il aime le risque, il veut gagner et dès les premiers kilomètres, s'élance. Il fait le premier apprentissage de la *machine*, de la discipline qu'elle vous impose. Il a voulu improviser, se fier à l'inspiration : il a dans les règles été battu sur les cent derniers mètres.

Celle qu'il aime ne se laissera épouser que s'ils peuvent quitter Bionnas. Il signe pour une gérance de snack-bar sur la route Paris-Côte d'Azur, et rassemble ses économies. Il manque 325.000 francs. Il faut les gagner. Ils sont le ressort de l'histoire. Les personnages n'ont pas le temps de se demander si c'est l'amour, l'ambition, la pitié ou la peur qui les font agir. C'est 325.000 francs qui règlent leur vie dans tous ses détails. Pendant six mois, Busard travaillera comme un forcené à l'usine qui fait vivre tout le pays. Il y travaillera pour être sûr d'y échapper. Il a laissé son vélo, mais il a gardé le goût du risque. Il ne veut pas de la vie des autres, il ne veut pas de l'usine. Mais il retrouve la *machine*. Comme sur le parcours du Circuit, il s'élance, aligne les objets sortis de la presse, accumule les heures, les jours. Il n'est pas avec ceux qui l'entourent. Eux gagnent leur pain quotidien ; lui essaie de se *sauver*. La machine va vite, dit-on ; elle exige aussi beaucoup de patience. Busard n'en a pas, il veut la forcer. Mais la fatigue vient, son propre automatisme se détériore lentement. Le réflexe a manqué : l'avant-dernier jour, il a la main broyée dans la presse.

Heureusement le patron consent à lui laisser une petite place à l'usine pour qu'il gagne sa vie !

D'un bout à l'autre, le récit est enlevé bon train. Peindre la vie ouvrière dans cet éclairage pouvait mener aux pires catastrophes réalistes. Grâce à Dieu, si l'on ose dire, Roger Vailland est un véritable écrivain. « Cordelia et moi, nous avons l'habitude de faire l'épreuve de l'intégrité des syndicalistes, des hommes d'affaires, des politiciens et des jeunes femmes, en confrontant, aussi impitoyablement qu'un contrôleur des Contributions, leur train de vie et leurs gains avoués ». Un léger ton sarcastique, une admirable description des femmes font comprendre que la peinture *par l'extérieur* n'est chez lui nullement théorie, mais sens de l'ellipse et goût de l'objet.

C'est un excellent roman où l'on devine ce que peut être une discipline ouvrière (au sens de culture), où la camaraderie est là sans se nommer, où la pluie mouille, où les routes donnent envie de partir en *bottant*, à la manière des enfants, le premier caillou rencontré.

Bernard VORGE.

MICHEL DEON. TOUT L'AMOUR DU MONDE (*Editions Plon*)

Il y avait dans le premier livre de Michel Déon : « Je ne veux jamais l'oublier » un bonheur et une élégance d'écriture, une grâce allègre, parfois aussi une gravité et une émotion pleines de pudeur, une tendresse voilée d'ironie qu'on n'avait pas rencontrés depuis longtemps chez un jeune écrivain. Tournant délibérément le dos au témoignage et au document, Michel Déon que ne tourmentaient manifestement pas « le drame de la condition humaine » et le « tragique de notre temps » nous donnait un livre qui, comme l'écrivait André Fraigneau était un « miroir du bonheur ».

Un appétit et une joie de vivre jamais lassés par les déchirures et les brûlures de l'amour, la préoccupation exclusive et la quête incessante du bonheur, voilà ce qui animait l'auteur et ses personnages prisonniers du charme de la jeunesse « fiévreuse et irréparable ».

Après « La Corrida », beau récit haletant et amer où s'affermissaient ses dons de romancier, après « Le Dieu pâle » qui déçut un peu, Michel Déon nous donne aujourd'hui avec « Tout l'amour du monde » un livre qui, sans doute, ne réédite pas la réussite de son premier roman, mais où l'on retrouve avec un vif plaisir l'aisance du récit, l'élégance naturelle de la phrase, la sûreté du goût dans le choix des images qui caractérisent désormais son talent. Ni roman, bien qu'il y ait, légèrement esquissée tout au long du livre, cette « Histoire de Manfred », récit linéaire à la manière de Louise de Vilmorin, dont la sèche frivolité et la gratuité frisent l'insignifiance, ni récit de voyages dans le style de Paul Morand, « Tout l'amour du monde » n'est pas non plus simplement un livre d'images encore qu'il en soit plein, des plus hautes en couleurs aux plus délicatement nuancées. C'est plutôt le journal d'un promeneur qui sait voir et décrire, où les images d'autrefois se superposent parfois à celles d'aujourd'hui, où les souvenirs de romans se mêlent aux souvenirs de la vie réelle, où un paysage éveille naturellement une réminiscence littéraire. L'auteur ne cesse pas un instant d'y être présent, d'y mêler ses amis et ses soucis d'écrivain et il pourrait redire après Barrès : « Quand je vais à la recherche d'un paysage, je vais à la recherche d'un rythme ».

On aimera les pages où Michel Déon évoque, dans le silence et la solitude d'une lagune brésilienne, l'amour ancien qui servit de prétexte à son premier roman, celles où, dans l'éclatant décor de la citadelle de Mogador, il rappelle à la vie le souvenir de François Cornut, architecte angevin, disciple de Vauban, prisonnier du sultan Sidi Mohamed ben Abdallah.

On aimera surtout les feuillets italiens, les images de ce lac de Garde qui, pour Michel Déon, semblent se confondre avec celles de l'amour et du bonheur. Bonheur, mot magique, mot qu'il ne faut point offenser, disait Brasillach, fragile et fuyant objet que peut-être l'on n'atteint que dans ces pays de lumière, l'Italie, l'Espagne, le Maroc dont la nostalgie nous point parfois avec une si soudaine brusquerie, comment ne serions-nous pas reconnaissants à Michel Déon d'en faire retentir profondément en nous le charme ?

Jacques POILLOT.

« *LA REVOLUTION ET LES FETICHES* », de Pierre HERVE (*Ed. de La Table Ronde*).

On se promettait beaucoup. On attendait un ouvrage descriptif, démontant des mécanismes de pensée saisis à des points d'application précis et concrets. On a un exposé de demi idéologie qui ne parvient jamais à fixer son propos.

Pierre Hervé n'aborde pas directement les Fétiches. Il pose d'abord très rapidement le problème de la connaissance tel qu'il apparaît dans une perspective marxiste. Une idée est toujours *également* un fait, c'est-à-dire emprunte sa signification au contexte social dans lequel elle apparaît et hors duquel elle ne peut être correctement analysée et appréciée. Mais si elle est également un fait, c'est que, d'une certaine manière, elle est *aussi* une idée, vraie ou fausse, impliquant un système autonome, ayant ou non sa valeur aux yeux de la science. Si nier le premier aspect est tomber dans la plus pure idéologie, nier le second équivaut, nous dit Pierre Hervé, à dresser inconsciemment l'idéologie de l'anti-idéologie. Danger d'autant plus grave, ajoute-t-il aussitôt, que guette de très près une théologie qui fait « de la vérité une révélation faite à certains hommes en raison de leur origine, leur condition et leur rang dans une hiérarchie ».

Et ces deux aspects sont en effet tout à fait liés. Dire « les affirmations ne sont pas seulement utiles ou nuisibles, elles sont aussi vraies ou fausses » peut mener à trois positions : mettre en cause la notion de dialectique au sens marxiste (d'autres l'ont fait depuis longtemps et mieux) ; prendre position pour le libéralisme pur et simple au sein de l'action politique (tel ne semble pas le propos d'Hervé) ; ou poser le problème de l'Autorité qui définit et de la souplesse d'interprétation qu'elle laisse : c'est le Problème du Parti.

L'auteur ne choisit pas nettement. Il analyse une série de cas, cite les Pères de l'Eglise (Staline également très souvent), prouve qu'une attitude policière n'est pas une méthode révolutionnaire, que les dirigeants soviétiques se sont parfois trompés alors qu'ils étaient dirigeants et qu'il faut donc admettre le droit à l'erreur.

Mais où est la limite ? On s'interroge sans cesse. Entend-il refuser le Parti et donc le léninisme ? Non. Le Fétiche Staline ? Pas même ! Peut-être seulement l'absence d'autonomie des Partis Communistes locaux, et règle-t-il un compte avec la direction actuelle du Parti Communiste Français. Mais pourquoi ne pas le dire, cela eût été beaucoup plus intéressant !

On a voulu croire que les décisions récentes du Congrès de Moscou le justifaient à l'intérieur du P. C. F. : c'est faux et beaucoup plus complexe que cela. Mais le livre reste fragmentaire et embarrassé et le style s'en ressent. C'est un style qui mâche péniblement un caramel qui se faufile partout, et dont on ne peut se débarrasser.

Il y a un problème du *style* communiste, style de pensée dont les Fétiches nous avaient fait espérer l'analyse. Nous sommes déçus.

Bernard VORGE.

A travers les Revues

Jean Guérin avait publié dans sa chronique des Revues et journaux de la NOUVELLE REVUE FRANÇAISE de décembre, de larges extraits d'un article du Professeur Jacques Ellul (REFORME du 22 octobre 1955) où ce dernier prenait position contre le manifeste du comité d'action des intellectuels contre la poursuite de la guerre en Afrique du Nord. Jacques Ellul écrivait : « *Indiscutablement, il faut admettre que les Français installés en Algérie depuis plus d'un siècle, sont aussi bien chez eux que les Arabes (qui eux-mêmes sont des envahisseurs !). L'expulsion des familles françaises d'Algérie est sans aucun doute une injustice et une spoliation* ».

Jean Guérin approuvait en ces termes :

« *Oui, ajoutez que les victimes des fellaghas ne sont pas de gros colons. Ce sont, musulmans comme chrétiens, de pauvres bougres : ouvriers, travailleurs de la terre, gardes forestiers. De pauvres bougres, mais à qui la France avait juré protection. Je ne voudrais pas dire de platitudes. Mais peut-être la fidélité est-elle une vertu. Une vertu comme le courage ou la franchise* ».

Jacques Ellul concluait son article de REFORME par ces lignes sévères pour Sartre et ses amis :

« *Ceux qui prennent parti avec ferveur et souvent fanatisme, sont-ils vraiment engagés ? Mais à quoi ? Ils ne sont nullement parmi ceux qui ont des décisions globales et fermes à prendre. Ils ne sont pas ministres. Ils ne sont pas en Afrique du Nord où ils risqueraient une balle. Ils peuvent dire et penser ce qu'ils voudront, cela ne leur coûtera rien. Ils peuvent soutenir les idées les plus fantasques, cela n'a aucune importance puisqu'ils ne sont pas chargés de les appliquer, et personne ne leur demandera compte de leurs opinions. Avoir des idées sans les appliquer, exercer des choix parfaitement « en l'air » et sans qu'il en coûte : est-ce cela être engagé ? Est-ce cela être « responsable » ? Un peu de sérieux et de réalisme ferait le plus grand bien dans cette excitation verbale* ».

La riposte des amis des fellaghas vint sous la forme d'une lettre ouverte à la N. R. F., publiée par LES LETTRES NOUVELLES (Janvier) où l'on pouvait lire :

« *M. Jean Guérin, peu connu du grand public, mais véritable directeur politique de la revue dont Jean Paulhan est l'un des directeurs littéraires, publie dans la* N. R. F. *de décembre, une note sur les* Problèmes de l'Algérie *qui ne manifeste pas seulement une ignorance totale et un mépris complet de ces problèmes. Elle traduit aussi une attitude de principe, en face du colonialisme, qui ferait de l'intellectuel honnête le meilleur complice du gendarme raciste chargé de maintenir l'ordre colonial.*

S'il faut être ministre pour parler de tels problèmes, MM. Ellul et Guérin devraient n'en pas parler du tout. S'ils en parlent pour dire seulement que les ministres seuls peuvent en parler, alors il ne nous reste qu'à prendre acte que MM. Ellul et Guérin se déclarent a priori *d'accord avec ce que peut dire et faire celui, compétent ou non, sérieux ou non, capable ou non, qui est ministre : M. Soustelle, précisément, ne cesse de revendiquer cette exclusivité-là* ».

Jean Guérin, peu impressionné par cette réponse d'une argumentation, à vrai dire, assez pauvre, répliquait dans LA NOUVELLE REVUE FRANÇAISE de Février en précisant que le plan « réactionnaire et colonialiste » que ses contradicteurs l'accusaient de soutenir, n'était rien d'autre que celui dont les promesses contenues dans le statut de 1947 impliquaient la réalisation, promesses dont les membres du Comité d'Action, soulignait-il, semblent ignorer la teneur et il concluait :

« *Que leur ai-je reproché ? De se prononcer sur une question qu'ils ne connaissent pas. La preuve est faite* ».

Les ECRITS DE PARIS (Janvier) publient un article du sénateur Knowland que l'on peut considérer depuis l'effacement (provisoire ?) de Mac Carthy comme le chef de l'aile droite républicaine. Manifestant un scepticisme total à l'égard de la « détente », le sénateur Knowland écrit :

« *La violation de vingt-cinq traités et accords de première importance, au cours des vingt dernières années, permet sans aucun doute de se demander ce que vaudrait un nouvel accord conclu avec l'Union Soviétique. C'est pourquoi, à mon retour d'un voyage que j'avais fait en Europe et en Asie, en* 1953, *j'avais contesté la valeur d'un pacte de non-agression avec l'Union Soviétique, pacte dont le premier ministre Churchill et M. Adlai Stevenson avaient lancé l'idée au début de cette année-là. J'estimais et je continue à estimer qu'il ne faut pas conclure un tel*

pacte tant que les Soviets n'auront pas retiré leurs forces militaires d'Europe orientale. Ou sans cela, et quels que soient les euphémismes dont on pourrait l'orner, ce pacte équivaudrait à condamner les peuples de ces régions à un esclavage perpétuel, derrière le rideau de fer ».

On pouvait lire dans le même numéro un très bel article du grand historien espagnol Gregorio Maranon sur Ortega y Gasset.

Dans LES TEMPS MODERNES (Janvier), Jean Pouillon, analysant les résultats des élections du 2 janvier, souligne les contradictions avec lesquelles sont aux prises les hommes du Front Républicain qui, contre toute logique, refusent le Front populaire. C'est ainsi qu'il écrit :

« Au lieu de considérer la situation politique dans son ensemble, on a mis de côté l'extrême gauche et l'extrême droite. Mais qui a pratiqué en premier cette mise entre parenthèses, sinon ceux qui ont voulu réduire le succès de la gauche au succès du seul Front républicain ? En fait, si l'on examine sans restriction les résultats des élections, il y a bien une victoire positive du Front républicain, sans lequel, en effet, on ne voit guère comment un gouvernement pourrait être constitué, mais elle n'est plus tant d'exister par lui-même — ce qui n'est pas négligeable, mais reste secondaire — que de supposer une victoire préalable de toute la gauche, dans laquelle il faut compter les communistes. Ce n'est qu'au sein de toute la gauche que les gains du Front républicain sont des gains de gauche et même, plus simplement encore, sont des gains réels et non le progrès relatif et sans grande portée d'une formation quelconque. Si on ne peut gouverner demain sans les socialistes ou sans les mendésistes, s'ils sont les arbitres de la situation, c'est parce que le parti communiste a retrouvé tous ses sièges et qu'il est devenu impossible de tenir ses voix pour nulles comme par le passé, à moins précisément d'accepter cette union nationale qui serait la revanche de la droite ».

Ces quelques lignes donnent volontiers à penser que le résultat des élections a donné à M. Pouillon un pénible embarras de langage. On aimerait savoir en particulier ce que c'est qu'une victoire positive.

Passant ensuite aux arguments invoqués contre le Front populaire, jusque dans les rangs de la gauche bourgeoise et dont le moindre n'est sans doute pas celui qui semble fourni par les tragiques événements de Prague, il y a huit ans, Jean Pouillon conclut curieusement :

« Quant au « coup de Prague », sa cause profonde est le par-

tage de l'Europe décidé à Yalta : la situation stratégique et non politique de la Tchécoslovaquie était alors seule en cause. Dans la France d'aujourd'hui où les perspectives révolutionnaires sont nulles dans l'immédiat, et où apparaît à l'évidence la stérilité des considérations exclusivement militaires, le Front populaire est seul capable de nous sortir de l'impasse où nous mènent par des voies opposées le conservatisme et la mimique impuissante de l'action révolutionnaire par un parti communiste isolé ».

Monsieur Jean-Marie Domenech n'aime pas Poujade. Nous n'en sommes pas autrement surpris. Au président de l'U.D.C.A. qui déclare :

« *Notre mouvement est tout à l'opposé du fascisme... Les fascismes ne viennent jamais des classes moyennes. Les fascistes allemands étaient souvent d'anciens socialistes. Vous ne trouverez jamais de représentants des classes moyennes parmi les fascistes* ».

le rédacteur en chef d'ESPRIT répond dans le numéro de Février de cette Revue :

« *Assertion historiquement fausse : le fascisme est né d'une petite bourgeoisie déclassée, refusant sa prolétarisation, son humiliation. Mais sur un point, Poujade a raison : la doctrine du fascisme et ses meilleurs combattants sont venus du socialisme, voire du communisme. Le fascisme fut un léninisme inversé : il s'est développé contre le socialisme marxiste, mais en le retournant, en lui empruntant ses mythes, un vocabulaire, une méthode d'organisation et de propagande, — tout cela dégradé, dégénéré, mais nourri encore d'une certaine force révolutionnaire puisée à l'origine...*

Ce que le fascisme fut au socialisme, le poujadisme l'est au radical-socialisme — même emprunt, même détournement, mais cette fois de la « doctrine » individuelle exaspérée contre l'Etat. Cette concierge dit le matin du vote : « Je vais voter à gauche, je vote Poujade ». Voter à gauche, pour elle, c'est protester, c'est embêter le gouvernement. Le poujadisme est une formule autoritaire pour classes moyennes — ces classes moyennes dont Auguste Comte écrivait, il y a plus d'un siècle, qu'elles faisaient le malheur de la France, et qui n'ont cessé de le faire, par leur malthusianisme, leur chauvinisme, leur fermeture à tous les courants de la vie moderne. Petit fascisme pour petits Français ».

La Revue HOMMES ET MONDES (Février), poursuivant son enquête sur l'avenir de l'Union Française, publie les réponses de Monsieur Jean Walter et de l'ancien gouverneur général des Colonies Delavignette.

La position de M. Jean Walter devant les deux solutions, intégration ou Fédération, actuellement proposées pour assurer le maintien de la présence *politique* de la France dans ses territoires d'Outre-mer (et non pas seulement de la « Présence française », expression équivoque comme le soulignait justement Alain de Serigny dans une récente lettre ouverte à Guy Mollet) est des plus nettes :

« *La mise en ordre de l'Union Française ne peut pas se trouver dans l'intégration que le président Edgar Faure a proposée pour l'Algérie et qui vient d'être acceptée par le Parlement, bien qu'elle ne représente que des dangers* », écrit-il et il précise ainsi les raisons de sa position :

« *Les dégâts qu'a causés le statut de l'Algérie, seraient encore plus graves pour d'autres territoires dont les habitants sont encore moins évolués que les Algériens. Tout ce qui serait fait dans le sens de l'intégration serait catastrophique.*

Les ouvriers originaires des dépendances françaises et travaillant dans la Métropole sont soumis à une propagande communiste organisée. Chaque ouvrier venant d'outre-mer a sa fiche rue Lafayette. Lorsque ces travailleurs retournent dans leur pays d'origine, ils transmettent les doctrines qu'on leur a inculquées. On ne saura jamais la part immense que prennent ces hommes, revenus de France, dans les troubles actuels.

55 *députés et* 35 *sénateurs autochtones de l'Algérie, des départements d'outre-mer et des T.O.M. siégeaient au Parlement français, au cours des dernières années. On sait que les décisions de l'Assemblée sont souvent prises à une majorité insignifiante. Déjà la proposition de loi n°* 11.415 *du* 4 *août* 1955 *qui paraît avoir beaucoup de chances d'être acceptée, envisage d'étendre le nombre des députés des T. O. M.*

Le danger s'accroît : les représentants d'outre-mer vont être en mesure de prendre la direction des affaires purement françaises, grâce à l'appoint de leur vote. Jusqu'à présent, le Ministère de l'Intérieur a pu limiter les dégâts, mais ce genre d'intervention peu morale ne peut durer qu'un temps ».

Si M. Jean Walter estime que l'intégration conduirait à la destruction de « L'Empire colonisé par ses colonies », il pense, en revanche que la solution fédéraliste est la seule qui permette la collaboration fructueuse de peuples de races, de religions et de coutumes différentes et il esquisse les grandes lignes de l'organisation politique d'une Fédération française dont la solidité, écrit-il, reposera essentiellement sur l'étroitesse des liens économiques unissant la Métropole et les serviteurs d'outre-mer.

Quant à M. Robert Delavignette, il n'est pas opposé à cette modification fondamentale de la structure constitutionnelle de l'Union française, mais, écrit-il « *contrairement à une opinion répandue, toute fédération suppose, pour être viable, un Etat fort, et en l'espèce une Métropole en ordre et rayonnante* ».

Pour l'Algérie, au contraire de M. Jean Walter, l'ancien gouverneur général des colonies estime que « *l'intégration est un stade nécessaire — mais étant bien entendu que l'intégration n'a rien de commun avec l'alignement sur la Métropole. On a obscurci la notion d'intégration en accumulant sur elle les arrière-pensées.*

L'intégration n'est pas l'assimilation. Assimiler, c'est par exemple subordonner la citoyenneté française à l'empire du Code civil de la Métropole. Intégrer, c'est placer la citoyenneté au-dessus des différences de statut civil, comme on l'a placée au-dessus des religions dans la Métropole même. »

Signalons pour terminer, à nos lecteurs, le nouveau numéro spécial du CRAPOUILLOT consacré aux procès célèbres et où ils trouveront sous la signature de notre courageux ami Pierre Dominique, le récit précis et fidèle des procès d'Henri Béraud, de Robert Brasillach et de Pierre Laval.

Correspondance

Dialogue avec les nationalistes arabes

Dans le numéro 26 de Défense de l'Occident, *nous avons publié un échange de lettres entre Mohamed Selim al Higazi, fils du théoricien de l'indépendance égyptienne et créateur du parti nationaliste égyptien, et notre directeur Maurice Bardèche.*

Cette correspondance a provoqué un vif intérêt parmi nos lecteurs, en particulier en Afrique du Nord.

Nous en donnons aujourd'hui la suite, comme nous l'avons promis dans notre précédent numéro. Et nous engageons nos lecteurs à se reporter à notre numéro 26 (juillet-août 1955) pour juger cette correspondance dans sa véritable perspective.

Pour l'intelligence de cette réponse, rappelons que nos interventions sur l'Afrique du Nord ont constamment consisté : 1. à demander que l'opinion des Français d'Afrique du Nord soit prise en considération lorsqu'il s'agit des affaires d'Afrique du Nord et que leur sort ne soit pas décidé en leur absence et même avec des dispositions hostiles à leur égard ; 2. à accuser le gouvernement français d'avoir envenimé depuis trois ans les relations franco-arabes en prenant systématiquement parti pour l'Etat d'Israël dans la querelle qui l'oppose aux Etats arabes, position que ne justifient ni la tradition, ni l'intérêt de la France.

« Maadi, le 5 novembre 1955.

« à Monsieur Maurice Bardèche,

« Cher Monsieur et Ami,

« Je vous prie de bien vouloir m'excuser du retard que j'ai mis à reprendre le contact avec vous. Cela ne provient ni de ma paresse, ni d'un oubli, mais d'un changement subit dans mes programmes d'été, qui m'a en quelque sorte pris dans un tourbillon imprévu dont je viens tout juste de sortir.

« Dès mon retour au Caire, je me dépêche donc de reprendre le contact avec vous.

« Concernant la publication de ma lettre dans votre revue et votre réponse, je ne suis pas étonné de la réaction que l'une et l'autre ont suscitée en Afrique du Nord, où vous rencontrerez certainement beaucoup de véritables nationalistes, c'est-à-dire des personnes *encore* imbues de l'idée d'une collaboration avec la France, mais sur la base du respect de l'honneur national. Et cet honneur ne consiste pas à vouloir dominer la France, mais à ne pas se laisser dominer par elle ou à ne se laisser dominer que par des intérêts communs aux deux parties. Or, précisément, les conditions économiques et la destinée politique ont fait que ces intérêts communs sont encore saufs.

« Mais les faits sont créateurs de traditions et la nécessité mère de l'improvisation. Si donc l'état d'incompréhension devait durer trop longtemps, il est à craindre que des courants nouveaux finiraient pas prévaloir.

« C'est ce que ne comprennent pas certains journaux, pour lesquels il suffirait d'ôter l'U. R. S. S. et l'Egypte de l'échiquier des influences pour que l'Afrique du Nord rentre « dans le droit chemin ».

« D'après eux, il suffirait également que la France « montre les dents » et qu'elle manie les principes de l'islamisme avec adresse pour que les musulmans d'Afrique du Nord se soumettent...

« Ce qu'ils ne semblent pas comprendre, c'est que les pays musulmans se relèvent actuellement d'une longue période de décadence et que ce réveil est d'ordre biologique, donc naturel. Or, les premières paroles que prononcent ces nations islamiques dès leur réveil sont précisément les principes de la politique islamique mêmes, qui sont :

« 1. — Ne jamais attaquer les premiers, mais lutter contre l'agresseur avec tous les moyens, et

« 2. — Ne jamais accepter pour maître un non-musulman.

« Ces deux principes ont régi les siècles de grandeur de l'Islam, comme ils se sont conservés dans le fin-fond de son subconscient durant sa longue léthargie. C'est donc dire qu'ils font désormais partie de sa pensée et de sa vie.

« Il ne suffit donc pas de brandir la tactique de Lyautey pour avoir raison. Lyautey pensait et agissait juste il y a plus de trente ans. S'il vivait encore, il penserait et agirait également juste, mais d'une autre manière, car, en 1955, les données ne sont plus les mêmes. Ce n'est donc pas la tactique de Lyautey qui est immuable, mais sa manière de penser.

« Concernant votre réponse à ma lettre, je ne puis que me découvrir devant votre objectivité qui ne peut provenir que de votre sincérité dans la recherche d'une solution librement adoptée de part et d'autre. Si donc je me permets d'y relever quelques passages, c'est à titre purement complémentaire.

« Vous avez parfaitement raison de vous élever contre le rapprochement entre les nationalistes nord-africains et les judéo-communistes. Mais, sans aucun doute, vous trouverez de nombreux nationalistes nord-africains qui, comme vous et nous, se rendent compte du danger des mésalliances, qui, fatalement, finissent par combler la différence de niveau entre les meilleurs et les moins bons au détriment des premiers. Une nation qui fait des concessions avant de naître est une nation qui naît esclave ; ce qui est beaucoup plus grave pour son avenir que si elle tombait à l'état d'esclavage après être née libre. Et c'est de ces nationalistes purs que dépend la véritable solution du problème nord-africain.

« Vous avez également raison de vous cabrer contre les Nord-Africains dont le but est de « se débarrasser des Français quels qu'ils soient, à n'importe quel prix que ce soit ». La lutte du véritable nationaliste devrait en effet consister « à se débarrasser de la *domination politique étrangère* au prix de n'importe quel sacrifice *actuel* ».

« L'indépendance totale telle que l'entendent les nationalistes purs consiste à pouvoir librement choisir sa voie. Il n'existe que bien peu de pays qui peuvent être économiquement totalement indépendants. Mais ce que tout pays doit être en mesure de réclamer et d'obtenir, c'est de jouir d'une souveraineté politique suffisamment étendue pour prendre tel engagement politique ou économique conforme à ses intérêts supérieurs.

« Maintenant, qu'une nation insuffisamment préparée à se gouverner librement tombe dans l'erreur et s'engage dans la voie des concessions qui finissent par aliéner une bonne partie de son indépendance, cela est possible. Mais, dans le cas de l'Afrique du Nord, ce tragique dénouement peut être évité si le gouvernement du pays est confié à des hommes qualifiés, nationalistes et intègres. Mais, pour exécuter une politique de collaboration intime avec la France dans le cadre de l'Eurafrique, ces Africains du Nord ne devraient-ils pas avoir affaire à des hommes d'Etat français également qualifiés, nationalistes et intègres ?

« Ceci implique donc, d'abord, une refonte de l'Etat français, puis, comme vous le suggérez vous-même, le remplacement de votre système de relations avec les populations musulmanes par un appareil adéquat.

« Vous savez déjà pourquoi je considère le recours à la force comme stérile, voire dangereux pour la France, pour la France surtout. Car le jour où les liens qui unissent encore l'Afrique du Nord à la France seront rompus, les Nord-Africains trouveront de nombreux candidats à la place qu'occupait jusque là la France défaillante ; alors que la France ne trouvera aucun autre pays pour remplacer l'Afrique du Nord. D'autre part, si de cette rupture il devait résulter un affaiblissement des deux parties, la France devrait craindre cette éventualité beaucoup plus que le Maroc, l'Algérie ou la Tunisie : elle représente toute une civilisation actuelle, alors que ses voisines du sud ne représentent que des possibilités d'avenir.

« Quant aux partisans d'une politique de réformes administratives, il y a longtemps qu'ils ont été dépassés par les événements. La question marocaine n'est plus à ce stade : des miettes ne suffisent plus à un peuple qui a déjà obtenu des morceaux. Cette politique marocaine de rapiécetage n'est qu'une reproduction de la politique sociale de la France métropolitaine, où, au lieu de réaliser une bonne fois un programme qui résout à la fois tous les problèmes sociaux sans craindre de mécontenter tels cerveaux momifiés, de rayer tels cadres administratifs devenus inutiles ou pesants et d'adopter telles solutions sans autres conditions que celles de leur utilité, on se contente de prendre des mesures sporadiques et temporaires qui n'ont d'autre but, finalement, que d'irriter simultanément travailleurs et patronat. Une politique d'opportunisme peut, à la rigueur, être un calmant. mais jamais un remède. Or, ce qu'il faut actuellement en Afrique du Nord, c'est un programme de base qui agisse en profondeur. Le fignolage ne peut qu'augmenter la tension et la largeur du fossé. Les faits se succèdent avec une grande rapidité et les responsables de la politique doivent regarder très loin s'ils ne veulent pas être rejoints ou dépassés par les événements avant d'avoir commencé à exécuter leur programme.

« Je m'en tiens donc toujours à mon idée première, qui consiste à ce que la France, dirigée par des nationalistes patriotes mais non chauvins, rencontre des Nord-Africains également nationalistes purs. De ce contact seul peut naître une politique commune basée sur l'interdépendance des deux parties.

« Jusque là, il semble que mon point de vue est proche du vôtre. Il est toutefois un sujet de détail auquel, je crois, vous attachez cependant une grande importance, celui du statut des Français d'Afrique du Nord. J'estime, en effet, que les Français d'Afrique du Nord doivent pouvoir opter, soit pour la citoyenneté française, soit pour la citoyenneté

africaine. Dans le premier cas ils pourront continuer à résider en Afrique du Nord, à y travailler et à y prospérer, mais sans y jouir de droits politiques ; c'est-à-dire au même titre que les colons actuels italiens, espagnols ou autres. Dans le second cas, ils seront assimilés aux Africains du Nord authentiques, avec tous les avantages que cet état implique. Leur situation serait donc comparable à celle des Coptes en Egyptes. Car je me représente difficilement qu'une infime minorité puisse avoir la possibilité de contrebalancer la volonté d'une majorité composée de toutes les classes de la nation, et ce par le seul fait d'être d'origine étrangère. Sans compter que le niveau culturel de la population musulmane ira logiquement en s'élevant, alors qu'une minorité braquée sur ses privilèges et qui évolue en vase clos ou en marge de la majorité ne peut que dégénérer ou agir égoïstement.

« Ce programme sur lequel nos vues se rejoignent, me direz-vous, est un programme de longue haleine il faudra des années pour en voir la première adaptation ; or les événements se succèdent bien rapidement. D'accord avec vous, nous commencerons tard mais sainement. Et lorsque nous serons un jour amenés à faire un pas en avant, ce ne sera pas pour faire le lendemain deux pas en arrière. Aujourd'hui, à quarante-quatre ans, je ne puis que confirmer ce dont j'étais déjà imbu à vingt : la bonne graine n'est jamais perdue. Quelquefois, son produit est lent à venir ou bien n'apparait qu'alors que tout semble perdu. Mais, ce jour-là, il pousse infailliblement et s'impose pour longtemps. Vous et nous ne travaillons pas pour nous-mêmes ni, nécessairement, pour notre génération : vous travaillez pour la France, et moi pour l'Egypte, et un idéal ne s'embarrasse ni de personnes ni du temps. Voici pourquoi nous nous comprendrons toujours et la raison pour laquelle je vous prie de croire, cher Monsieur et Ami, à ma plus sincère collaboration.

« Mohamed Selim al Higazi.»

« Paris, février 1956.

« à Monsieur Mohamed Salim al Higazi.

« Cher Monsieur et Ami,

« J'ai mis beaucoup de temps pour répondre à votre lettre. Pourquoi ne pas vous le dire ? C'est parce qu'elle m'embarrassait. Vous représentez trop bien le point de vue des nationalistes arabes, le développement des évenements m'en persuade chaque jour davantage. Je représente beaucoup plus mal le point de vue des nationalistes français, car si je le représentais exactement, le dialogue avec vous deviendrait impossible. Pour que notre dialogue puisse continuer, pour que notre conversation soit utile, il faudrait que nous fassions vous et moi deux mouvements inverses : que vous sortiez un peu d'une position trop absolue, que je prenne garde de ne pas m'éloigner trop, par bonne volonté, des positions réalistes. Tout cela est difficile. Mais une estime réciproque et une idéologie commune doivent nous permettre de rechercher avec loyauté et avec patience une solution juste pour tous.

« Permettez-moi de remonter un peu en arrière. Dans la première lettre que je vous ai écrite, je vous exposais le dégoût et la colère des Français d'Afrique contre le régime actuel, leur orientation politique souvent proche des vôtres, leur volonté de décider eux-mêmes de leur propre destin. Et je vous disais : il y a une solution, cette Afrique du Nord autonome que vous voulez faire, faites-là non contre les Français d'Afrique du Nord, mais avec eux, faites en accord avec eux un Etat fort et sain qui aura la même situation à l'égard de la France ou à l'égard de l'Europe qu'un dominion dans le Commonwealth à l'égard du Royaume-Uni et à la direction duquel les Français d'Afrique du Nord et les musulmans d'Afrique du Nord prendront une part égale.

« Je crois comprendre que vous me répondez dans votre lettre par une solution assez différente. Si je comprends bien, vous semblez penser qu'il n'y a pas d'autre solution que celle des « nationalistes purs » qui nous disent : « Consentez à l'indépendance de l'Algérie, dans laquelle les Français seront désormais soit des étrangers, soit une minorité raciale et culturelle analogue à celle des Coptes en Egypte ».

« Il y a, je le crains, une notable différence entre ces deux points de vue. Aucun *nationaliste* français ne me suivrait si j'acceptais comme base de discussion une situation

ne réservant pas d'autres droits aux Français d'Algérie que ceux que voudront bien leur accorder les masses musulmanes. Une telle politique ne serait pas une politique de raison, mais, il me semble, un saut dans l'inconnu. Rien ne nous garantit que des masses musulmanes illettrées et sans expérience politique (car c'est ce qu'elles sont, en fait, en ce moment) seraient en mesure de constituer un Etat ordonné et stable pouvant garantir la vie et les biens d'une minorité. En abandonnant l'Algérie aux nationalistes extrémistes, c'est-à-dire à l'insurrection armée, la France sait seulement qu'elle abandonne l'Algérie et les Français d'Algerie, elle ne sait ni qui sera le maître de l'Algérie, ni même si l'Algérie aura un maître.

« Je pense que vous-même voyez cette difficulté, puisque vous parlez d'une élite musulmane prenant en mains les destinées de l'Algérie. Mais il semble que ce ne soit pas là la pensée des nationalistes extrémistes d'Algérie qui s'appuient uniquement sur une revendication « démocratique ». Or, une Algérie musulmane, sans prince, sans dictateur, se réclamant d'une « démocratie » impossible à traduire loyalement dans les faits, puisque vous êtes la plupart du temps en présence *d'électeurs* incapables de suivre aucune discussion et même de lire le nom inscrit sur un bulletin de vote et livrés par conséquent à toutes les surenchères, à toutes les influences, à toutes les corruptions, n'y a-t-il beaucoup de chances qu'elle sombre dans l'anarchie dès sa naissance et que la direction en échappe en fait aux musulmans ? A qui auront-ils servi, pour qui auront-ils versé leur sang — et le nôtre ? Pour le communisme et pour les juifs. Les extrémistes du nationalisme arabe répètent en Afrique du Nord le contre-sens dramatique de la guerre de 1940. Ils affaiblissent l'Europe au profit de ses ennemis. Ils enlèvent non seulement à la France, mais à l'Europe, tout avenir politique, ils rendent impossible la réalisation d'une troisième force. Et par là finalement ils condamnent le Moyen-Orient et le monde musulman à subir un jour ou l'autre la loi de l'un ou l'autre des grands blocs.

« La solution que je vous propose, au contraire, ne soumet pas des musulmans à une « domination » non-musulmane. Elle réalise ainsi cette condition que vous estimez primordiale pour tout arabe nationaliste. Mais en même temps elle ne soumet pas les Français à l'arbitraire des chefs de hasard d'une population non évoluée, elle reconnaît le caractère particulier de l'Algérie qui est d'être habitée par deux populations de race différente, dont la collaboration est indispensable et dont les droits devront être également respectés. Elle donne un fondement juridique à cette communauté franco-arabe qui est la réalité de l'Algérie actuelle. Et elle lui fournit en même temps un mode de

fonctionnement raisonnable. Car des revendications « démocratiques » des nationalistes algériens ne sont ni raisonnables ni sincères. Vous savez très bien qu'ils ne demanderont pas loyalement l'opinion de dix millions d'Algériens, ils ne le peuvent pas : ils les soumettront au pouvoir de la minorité qui l'aura emporté par la force sur les autres groupes concurrents. Ainsi, ne faisons pas semblant de fonder sur une démocratie à laquelle vous ne croyez pas et dont le fonctionnement est impossible, l'avenir de la communauté algérienne. Pratiquement l'apport français qui a fait l'Algérie est indispensable à l'Algérie moderne ; numériquement, les musulmans qui sont en état de participer en fait au contrôle de la vie publique en Algérie ne sont pas plus nombreux que les Français. Pourquoi ne pas fonder la communauté algérienne sur cette situation de fait qui est la véritable réalité démographique ?

« Aux Français d'Algérie, nous dirons : vous avez raison de vouloir rester Français et vous devez le rester, mais rendez-vous compte que, dans les circonstances actuelles, votre allégeance au régime qui existe en France ne peut être ni inconditionnelle, ni absolue. Si la France devient par surprise un Etat communiste, accepterez-vous que le gouvernement communiste installé par coup de force à Paris devienne le gouvernement de l'Algérie anti-communiste ? Devant la France occupée militairement ou autrement, l'Algérie ne retrouvera-t-elle pas son rôle de 1943 ? Mais ce rôle, que vous donne votre position géographique, cette mission de salut à la fois pour l'Algérie et pour la France, pourriez-vous l'accomplir si vous ne jouissiez pas de la confiance et du soutien des Musulmans d'Algérie ? Ne voyez-vous pas que tout 6 février est inutile, si vous devez vous trouver pris entre deux feux ? En présence d'une Métropole où tout peut arriver, y compris le pire, votre sécurité exige un accord avec les nationalistes algériens. Faites avec eux le pays où vous serez chez vous.

« Mais vous, à votre tour, et par vous, je veux dire non pas vous-même, mais vos amis les nationalistes arabes, cessez l'opération mortelle qui consiste à encourager et à armer des hommes dont l'action ne peut avoir pour effet que d'installer le communisme à Dakar. Persuadez-vous, je vous en prie, que si votre dernier mot est pour l'Algérie l'indépendance sans conditions, l'enjeu est pour nous d'une telle gravité, que vous rendez la continuation de la lutte inévitable. Et la continuation de la lutte, c'est en effet, comme vous le disiez, la détérioration dramatique des rapports entre Français et Musulmans, et cela nous le regrettons tous infiniment, mais c'est aussi l'infiltration communiste en Afrique, un front colonial qui affaiblit la France et par conséquent l'Europe, c'est-à-dire de toute

manière un succès tactique du bloc communiste, et, dans le cas où vos prétentions triompheraient, l'établissement d'une zone d'anarchie et d'insécurité politique permanente dans toute l'Afrique, jusqu'à ce qu'elle tombe, en fait, sous le contrôle soit du communisme, soit des Américains. Est-ce que vous croyez que la position du bloc arabe sera plus forte, le jour où vous aurez obtenu ce résultat ? Ne pensez-vous pas que dans un *dominion,* qui aura ses propres lois et son propre régime, vous serez aussi libres, aussi indépendants que les Français d'Afrique du Nord que vous aurez acceptés comme partenaires égaux ?

Cette solution ne constitue, je dois insister sur ce point, qu'un projet de règlement pour l'avenir. Pour l'instant, la situation qui a été créée en Afrique du Nord est une situation de force, à laquelle il est impossible de ne pas répondre par la force. Il n'y a pas de solution du problème algérien, quelle qu'elle soit, tant que nous serons en présence d'attentats d'éléments irresponsables contre la population civile ou de guet-apens commis par des bandes qui ne relèvent d'aucun commandement officiellement déclaré, ni d'aucun gouvernement de fait. Une jolie situation rend matériellement impossible toute négociation, de même qu'elle rend inexécutable toute décision de cessez-le-feu. On ne peut traiter qu'avec des soldats qui se conduisent comme des soldats et acceptent les lois et les servitudes de la guerre. En imposant aux troupes françaises des opérations de police, les francs-tireurs et partisans musulmans nous placent et se placent eux-mêmes dans une situation sans autre issue que la force. Tout en recherchant les bases d'une réconciliation générale, nous ne pouvons donc qu'exiger du gouvernement français qu'il engage avec énergie toutes les forces dont il dispose pour le maintien de l'ordre et la sécurité de la population civile en Algérie.

Je crois important de souligner d'autre part qu'à notre point de vue, la question d'Afrique du Nord est une question européenne et non strictement française. Nous regrettons que les instances européennes de Strasbourg n'aient pas fait depuis longtemps des propositions de nature à traduire cette situation par des actes. Quelles que soient les solutions adoptées en Afrique du Nord, nous estimons indispensable que deux conditions soient remplies :

— Que les liens entre la France et l'Afrique du Nord ou la communauté européenne et l'Afrique du Nord soient conçus de telle manière que la France et la communauté européenne puissent appuyer leur économie sur l'utilisation commune des ressources africaines ;

— Qu'en aucun cas, l'Afrique du Nord ne puisse passer

sous le contrôle direct ou indirect des communistes ou des Etats-Unis.

En cherchant avec vous des solutions justes qui puissent recevoir l'agrément de l'opinion musulmane, nous avons conscience de faire tout notre possible pour protéger l'Afrique du Nord contre l'emprise judéo-marxiste qui a été imposée militairement à l'Europe en 1940. Nous nous adressons pour cela à ceux des nationalistes musulmans qui ont une juste notion de ce que représente ce double péril. C'est pourquoi je souhaite que, si des conversations doivent avoir lieu, comme vous le proposez, pour la recherche d'un accord, elles aient lieu au sein du Mouvement Social Européen qui groupe nos camarades européens de même tendance et qu'elles aient pour objet de dégager des solutions considérées comme acceptables par des nationalistes européens et des nationalistes arabes, pour éviter la tentative d'installation judéo-marxiste en Afrique du Nord. Si un tel accord pouvait être réalisé, ce serait un encouragement précieux pour les nationalistes qui pensent qu'il n'est aucune difficulté nationale qui ne puisse être surmontée par une entente loyale inspirée par la considération des dangers majeurs qui nous menacent tous également.

« J'ai le ferme espoir que la base de discussion que je propose, pourra servir à définir une formule de réconciliation juste et féconde pour l'avenir. Si cet espoir devait être déçu, je tiens à exprimer toutefois publiquement deux sentiments qui, je le sais, sont partagés par beaucoup de nos lecteurs, et de nos amis.

« Même si nous devons défendre par la force la position de la France en Afrique du Nord, nous n'oublierons pas que les Musulmans d'Afrique du Nord ont été pendant deux guerres, nos compagnons d'armes, sous notre uniforme, et sous notre drapeau, et nous ne cesserons pas de rechercher avec eux, même dans les conditions les plus difficiles, les conditions d'une cohabitation juste et honorable dans un pays que les Français d'Afrique du Nord ont fait avec eux et qui est aujourd'hui un bien indivis de nos deux races.

« Nous ne cesserons pas non plus, malgré les circonstances parfois pénibles pour nous, de garder notre sang-froid à l'égard des pays arabes et de souhaiter qu'une amitié durable s'établisse entre les pays du Moyen-Orient et les Etats qui sont appelés à former la communauté européenne, croyant fermement qu'entre une Europe indépendante et les pays arabes, il existe un grand nombre d'intérêts communs, et convaincus que nous avons en commun un certain nombre de principes et de sympathies politiques qui rendent cette alliance naturelle.

« Croyez, je vous prie, à mes remerciements pour les sentiments que vous exprimez dans votre lettre et agréez, je vous prie, cher Monsieur et ami, l'expression de mon espoir en une entente réaliste et sincère de nos camarades.

Maurice BARDECHE ».

***

Les nécessités de la mise en page ne nous ont pas permis de parler dans ce numéro de l'admirable livre de BENOIST-MECHIN que nous venons de recevoir : « *Soixante jours qui ébranlèrent l'Occident : La Bataille du Nord* (Albin Michel, éditeur). En attendant l'analyse que nous ferons pour nos lecteurs dans notre prochain numéro de cet admirable récit de la bataille de France, nous tenons à leur signaler dès maintenant cet ouvrage capital dont la lecture est aussi passionnante et dramatique que l'information en est sûre et impitoyable.

en-
je
es-

his
T-
ui
el,
os
cit
ès
ssi
re